

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

En 1937

Le Proletariat français réalisera
le triple mot d'ordre :LE PAIN!...
LA PAIX!...
LA LIBERTÉ!......Si il suit l'exemple de ses
frères d'Espagne.

CEUX QUI ATTENDENT L'AMNISTIE

D'un ancien militant du Parti communiste qui est resté de longues années dans les bagnes militaires, nous parviennent d'émouvantes informations sur l'état d'esprit qui règne dans ces lieux de souffrance. Les malheureux qui y sont plongés, souvent pour des motifs futiles, attendent avec un espoir d'autant plus légitime que le Front populaire l'avait solennellement promis avant son accession au pouvoir, l'amnistie militaire intégrale.

Notre correspondant a reçu d'un détenu du fort Saint-Nicolas, à Marseille l'émouvante lettre ci-dessous. Nous n'avons pas besoin de dire qu'elle est parvenue par des voies non officielles, ce qui pour éviter des représailles nous contraint à taire les noms des personnes citées.

« Les personnes compétentes » auxquelles il est fait appel dans la lettre, « pour qu'elles fassent quelque chose pour les condamnés militaires » sont les dirigeants communistes. Mais le destinataire de cette lettre, qui est revenu de bien des illusions sur son ancien parti, a raison de dire qu'à « l'heure actuelle le P. C. défend de préférence officiers, « gaffes » et « flics » ».

C'est la triste vérité.

Combien l'intervention communiste dans la discussion de l'amnistie eût gagné à être faite par un ténor du parti — Thorez ou Cachin — plutôt que par une doublure comme Langumier qui, reconnaissant-le, n'a pas manqué d'un certain cran, mais qui tout de même « ne faisait pas le poids ».

Le parti communiste a ainsi tiré son épingle du jeu et sauvé la face.

Mais certains mutins de Calvi et d'Oléron, que par sa démagogie de l'époque ultra-gauchiste il a contribué à faire lourdement condamner, restent au bagne.

Quant au parti Socialiste mieux vaut n'en pas parler...

Mais laissons la parole au reclus :

« Le régime alimentaire ne s'est pas amélioré depuis ton départ. Je compte sur toi pour en rendre compte aux personnes compétentes pour qu'elles fassent quelque chose pour les condamnés militaires et surtout pour faire cesser les abus manifestes qui se produisent chaque jour dans ce maudit pénitencier.

« Je croyais qu'avec le nouveau gouvernement nous aurions quelques réformes, mais pour l'instant toujours rien et ces gaillards-là (les tortionnaires des bagnes militaires) jouissent de l'impunité, eux qui envoient tant de gens à la mort.

« Mon vieux G. je suis écumé en pensant à tout ce que j'ai vu depuis que je suis dans ce bagne. Mardi prochain, la Chambre doit discuter un projet d'amnistie. Je ne compte sur rien... Mais si le bonhomme voulait un peu me sourire et que je sorte, je serais très content... Mais je n'oublierai pas qu'après moi il y a des malheureux qui restent... »

Que pourrions-nous ajouter de plus convaincant ? L'auteur de cette lettre avait, derrière les barreaux de sa geôle, forgé comme tant d'autres sur l'avènement du Front populaire, les espérances les plus légitimes. Ces espérances vont-elles être encore une fois déçues ?

C'est une question que pour notre part nous sommes bien décidés à ne pas laisser sans réponse.

Lib

En 2^e page :

Jean Bernier, le Banlieusard, Dutreau, Guérin, Mualdès

En 3^e page :Les informations d'Espagne
Comment les anarchistes espagnols conçoivent l'organisation économique de la Société NouvelleEn 4^e page :Les idées et les faits
par Luc Daurat.

AU SEUIL D'UNE AUTRE ANNÉE

Dans l'attente d'une aube nouvelle en Espagne... et ailleurs

Comme l'on voudrait que cette Espagne si digne, si vaillante, ne l'attende pas trop longtemps sa victoire dont nous croyons fermement qu'elle modifiera de fond en comble non seulement l'existence du peuple espagnol, mais aussi celle des peuples d'Europe.

Tout plein de cette espérance, mêlée parfois d'inquiétude, comme l'on regrette que le peuple français demeure quasi muet devant le grand drame qui se déroule tout près de lui, méconnaissant son propre intérêt et refoulant loin de son cœur la belle émotivité qui, au cours de son histoire, le porta maintes fois au secours d'autres peuples opprimés.

Voilà six mois que les antifascistes espagnols résistent aux hordes fascistes ; voilà six mois que la classe ouvrière espagnole, tout en participant laborieusement à la vie économique du pays, tient tête aux militaires professionnels,

et la France antifasciste, la France ouvrière vont leur petit train-train. Alors que l'Espagne est en convulsion et qu'un monde nouveau s'y élabore, les antifascistes et les ouvriers de France se passionnent pour le vote du budget, applaudissent leurs gouvernants dans leurs clowneries.

Blum régnant, il y a plus de couilles molles en France qu'à n'importe quelle époque. Et nous commençons à mieux saisir le processus par lequel la social-démocratie fit passer le prolétariat allemand avant de le livrer pieds et poings liés à Hitler.

A la fin de juillet et durant le mois d'août, un grand frémissement a parcouru toutes les nations. Et notre pays enthousiasmé clamait son horreur du fascisme, affirmait sa solidarité avec le peuple d'Espagne et ne demandait pas mieux que de traduire en actes les sentiments qui l'animaient alors.

Mais les bergers, les mauvais bergers, veillaient... comme de coutume. Et tout rentra dans l'« ordre ».

Si le socialisme n'avait pas tenu en France les rênes du Pouvoir, M. Blum aurait écrit de beaux articles sur le martyre d'un peuple et son cran ; de quelle ironie cinglante il n'eût pas non plus fustigé un gouvernement français qui aurait pris l'initiative d'inférioriser les républicains espagnols.

Et quel front commun nous eussions fait, les anarchistes, les communistes, les socialistes, les syndicalistes ; et quel bélier cela eût été pour rompre un blocus et défaire la coalition fasciste internationale qui opère sur le sol ibérique.

Mais le socialisme a pour habitude, quand il gouverne, de mettre en sommeil la classe ouvrière et de sauver la bourgeoisie.

Un réveil syndical paraît s'annoncer ; l'on voit bien que nos gouvernements n'ont pas suffisamment chloroformé les syndicalistes, que les revendications prolétariennes surgissent de plus en plus et que les menaces de grèves assombrissent l'horizon de nos politiques.

Pourquoi faut-il que l'ouvrier français manque d'éducation syndicaliste ! Qu'il ne se remue, ne menace, n'entre en action que pour une augmentation de salaires. Les militants syndicaux ne pourraient donc pas lui rappeler le souvenir des grèves de solidarité qui enno-

Une lettre de Joaquin Ascaso

Chers camarades du « Comité pour l'Espagne Libre » et du *Libertaire*.

Au nom de l'Aragon libre, j'envoie mon salut fraternel aux camarades de France qui savent tenir si haut le drapeau de la solidarité envers les révolutionnaires espagnols.

Votre œuvre contribue et contribuera encore, je le sais, à écraser le fascisme assassin et à assurer l'émancipation totale du peuple. La solidarité que vous manifestez, compagnons de Paris, touche le cœur de chaque prolétaire d'Aragon et nous donne à tous encore plus de courage dans notre lutte pour la liberté.

Notre ami Odéon, qui vous transmet cette lettre, vous dira mieux de vive voix nos sentiments, nos espoirs et notre communion d'idées avec les vôtres.

Salut ! Salut, camarades !
Joaquin ASCASO.

blirent, dans le passé, le syndicalisme français.

Quel plus beau motif d'entrer en grève que celui qui nous jetterait, dans cette grande bataille sociale, solidaires de nos frères d'Espagne.

On nous informe que de nombreux chefs syndicaux ne seraient pas opposés à un tel mouvement pour une telle cause. Tant mieux ! Nous aimerions, toutefois, les voir se muer en propagateurs actifs de cette action.

Pour prendre patience, et parce que chaque jour nos camarades, là-bas, souffrent et meurent un peu par notre faute, nous demandons aux organisations qui veulent réellement participer à l'armement des antifascistes espagnols d'envisager avec nous la préparation d'une manifestation dans la rue qui déferlera sous les fenêtres de M. Yvon Delbos.

Le Comité pour l'Espagne libre.

Le coup fourré du Chen-Si

Le dénouement rien moins que tragique de la rébellion de Tchang Sue Liang contre le gouvernement de Nankin et Tchang Kai Chek n'a rien de surprenant pour qui connaît même superficiellement l'atmosphère chinoise.

Nous en avions explicitement admis la possibilité dans l'article que nous avions consacré à cette aventure, il y a quinze jours.

Pour autant qu'on puisse en juger à travers les dépêches souvent contradictoires, Tchang Sue Liang et Tchang Kai Chek, réconciliés après des scènes qui déconcertent les Européens, vont reprendre, l'un le cours de ses aventures, l'autre sa politique difficile et rusée.

Bref, il y a tout lieu de croire que — contrairement à ce qu'on avait pu craindre un moment, dans cette Europe qui hante le spectre de la guerre — ni le Japon ni la Russie ne se livreront, à l'occasion d'un épisode assez banal de la vie politique chinoise, à des entreprises militaires qui eussent pu dégénérer en catastrophe.

Certes, le choc entre les deux impérialismes aux prises dans la Chine du Nord, le Japon et la Russie, peut être tenu pour inévitable, mais le moment ne semble pas en être venu.

Le Japon, plus profondément divisé qu'on ne croit, digère présentement non sans difficultés (surtout financières) les énormes territoires dont il s'est saisi ces dernières années.

La Russie est trop absorbée par la menace allemande et par sa stratégie occidentale pour engager en Chine une partie décisive.

En attendant, pourtant, les deux antagonistes, intimement mêlés à la vie chinoise, se tâtent à travers mille intrigues et mille épisodes personnels mettant en cause les « war lords » (seigneurs de la guerre), prêts à faire flèche de tout bois (communisme, nationalisme, etc.) pour ramasser des dollars.

La rébellion de Tchang Sue Liang, d'essence purement chinoise, a pu très bien ainsi servir à la Russie d'avertissement, sinon de moyen de pression, vis-à-vis de Nankin et de Tchang Kai Chek.

Nankin est ennemi du « communisme » ou plutôt de l'empire russe en Chine, qui se masque plus ou moins d'extrémisme. Il lutte aussi contre l'empire japonais qui se masque d'« anticommunisme ». Mais alors que sa lutte contre les « communistes » est menée sans contre-partie, sa lutte antijaponaise est plus ou moins larvée et implique inévitablement, du point de vue racial et même commercial, maintes compromissions.

Dans cette situation délicate — et d'autant plus délicate qu'en dépit de ses progrès il est faible — le gouvernement de Nankin est bien heureux de s'appuyer sur l'Angleterre et les Etats-Unis dont les intérêts impérialistes en Chine s'opposent à ceux de la Russie et du Japon et jouent ainsi un rôle modérateur entre les deux « croisés idéologiques ».

Moscou, à propos de la rébellion du Chen-Si, a eu beau crier à la provocation japonaise, on peut fort bien penser que celle-ci lui ait servi à dire à Canton : « Attention ! Nous existons toujours en Chine : si vous le faites trop sévèrement contre nos rouges, si vous cédez trop au Japon, nous pourrions vous susciter de rudes ennemis. » BERRAT.

Sauvegardons nos salaires

Six mois sont écoulés depuis le mouvement généralisé des grèves qui fit trembler le monde des possédants ; industriels et commerçants, hommes d'affaires, banquiers, intermédiaires. Tous ceux qui s'intercalent à des titres divers entre le producteur et le consommateur eurent la perception nette que quelque chose venait d'être atteint dans l'organisme économique : l'électeur, le producteur voulait que son travail lui assure la subsistance, il réclamait un salaire lui permettant de ne pas mourir de faim ; après avoir porté au parlement une majorité de députés qui s'étaient déclarés favorables aux revendications ouvrières ils paralyseraient l'organisme économique.

On sait ce qu'il advint : les salaires furent dans une certaine mesure ajustés sur des bases plus ou moins équitables ; mais cette victoire avait à peine été acquise qu'une mesure financière, la dévaluation, — que les gouvernants s'étaient pourtant engagés à ne pas prendre — vint les ramener à leur niveau précédent. Le vaste mouvement de grève était fortement atteint dans ses résultats ; et comme les revendications sociales avaient été placées sur le terrain législatif du fait des accords intervenus, la grève redevenait illégale, impossible, les dirigeants syndicaux voyant déjà pratiquement réalisés des accords qui ne l'étaient qu'en principe.

Il convient de dire pour son excuse que la masse ouvrière fit confiance à ses dirigeants qui avaient pourtant négligé (1) la reconnaissance immédiate de conditions de salaires et de travail et le rajustement automatique des salaires, grâce à l'échelle mobile, en cas de variation du coût de la vie.

Le problème se pose à nouveau et dans des conditions beaucoup moins favorables. Il y a six mois, sous la formidable poussée populaire, des mesures radicales auraient été acceptées ; certaines nationalisations, effectives, auraient paru légitimes, le principe propriétaire aurait été entamé.

Aujourd'hui, fortement retranchés dans une légalité qu'ils connaissent à fond, dont ils ont toujours bénéficié, les propriétaires ergotent, contestent, suscitent des conflits, paralysent l'activité économique, refusent impudemment de donner ce qu'ils ont accordé, ce qui repose à nouveau la question des salaires.

Pour le patron, le salaire seul du travailleur pèse sur les prix, jamais vous ne l'entendez incriminer les amortissements et les profits somptuaires, les frais de publicité, de gestion qui dépassent dans les entreprises les salaires payés aux seuls ouvriers ; c'est un principe et presque une phobie : l'ouvrier au salaire syndical coûte alors que l'administrateur est rémunéré comme chacun sait d'une façon dérisoire et que l'actionnaire apporte philanthropiquement ses ressources sans en tirer profit.

Or, l'augmentation des salaires d'après les estimations patronales, tout compris majorerait les salaires de 75 % (ce qui nous paraît malgré tout exagéré). Considérant que les salaires entrent pour 15 % environ dans les prix de revient, les nouvelles augmentations de salaires porteraient à 25 % au maximum d'après les estimations patronales, la part du salaire dans les prix de revient. Or, avant l'application des lois sociales et des augmentations de salaires, dès fin novembre, le coût de la vie s'était élevé à plus de 14 %.

Avant que les répercussions se fassent sentir, ils en avaient paré les effets.

Comme quoi les propriétaires prennent toujours le devant et exploitent les situations les plus mauvaises ; ils n'abandonnent jamais la lutte. Ils créent des difficultés aux majorités parlementaires sans énergie pour les obliger à céder.

La dévaluation mal faite ne nous a pas profité, les trusts paralysent l'activité économique, et le travail ralentit ne permet pas un volume d'échanges qui créditerait notre balance commerciale ; il est plus facile de prélever un tribut sur 15 millions de salariés que sur 10 millions, la machine économique en fonctionnant au ralenti étouffe alors que les dépenses de l'Etat augmentent.

Mais il y a des ressources qui dorment : stocks et immobilisations, pour des dizaines de milliards.

Qu'on fasse du dumping avec les stocks, qu'on jette sur le marché les produits que nous avons en réserve.

Qu'on jette sur le marché intérieur les réserves métalliques des trusts ; qu'on rende au monde du travail ce que l'agio lui a pris.

Le producteur doit vivre du fruit de son travail et l'ère doit être révolue où l'intérêt particulier est contraire à l'intérêt général. Mais le pouvoir ergote sur des vécités, sur la forme sans toucher à l'armature propriétaire de notre société, seul et unique obstacle à la rémunération des producteurs.

La conception du profit avant comme

LASHORTES.

(Lire la suite en 4^e page.)

pendant le Front populaire est jusqu'ici la même. Or, on ne peut accorder un standard de vie plus élevé aux travailleurs qu'en prenant la différence sur les propriétaires ou en modifiant tout notre système économique. Il est prouvé aujourd'hui qu'on produit plus qu'avant avec une main-d'œuvre réduite. Tant que les moyens de production — les machines — sont — seront aux mains d'une minorité de salariés ne s'élèveront jamais, l'amélioration sera illusoire car ce sont les capacités de ventes qui conditionnent et font les prix et non les possibilités de production qui tendent à les réduire.

Ces moyens demeurent aux mains des propriétaires. On peut voir les salaires augmenter mais la menace est déjà faite d'une nouvelle dévaluation qui détruirait complètement les avantages acquis : salaires, vacances payées et quarante heures. Ils n'acceptent jamais de faire les frais des améliorations sociales et pour cela ils jettent sur le pavé les travailleurs pour les remplacer par des machines et toujours à leur avantage des faillites déguisées. Or les conquêtes ouvrières doivent être aujourd'hui une réalité : aux travailleurs de les rendre effectives. — N.

De mon wagon

— Crois-tu qu'il va s'en tirer le contrôleur Vayrac ? me demande Eugène le plombier.

— Heu ? à défaut de la justice de Dieu, celle des hommes est saisie et suivra son cours... Je te ferai remarquer toutefois que l'inculpé a choisi M^e Torès pour avocat. Aussi, lorsque le défenseur ouvrira les écluses de son éloquence, le raz de marée qui déferlera par-dessus le prétoire emportera, comme fétus, toutes nos pauvres petites considérations...

— Tu peux toujours me donner ton avis.

— Mon avis, Eugène, c'est, comme chantait le comique Danvers, qu'un contrôleur, ça c'est certain, que lorsque tu donnes un coup de train à un individu il n'en a pas pour longtemps à sortir de ses prérogatives. Quel étonnant, dès lors, si le contrôleur dépassait un peu les siennes ?

— Oui, je crois que ça dépassait parfois...

— D'abord, et bien qu'il n'y ait rien de prouvé, et qu'il y ait condamnation ou acquittement, le doute persistera sur cette lamentable affaire. Et je pense qu'on pourrait profiter de ce malaise pour supprimer définitivement la race abhorrée des contrôleurs.

Ensuite, j'estime que c'est tout le problème sexuel qui est en cause.

De tous ceux qui meurent les êtres vivants, l'instinct génésique est le plus fort, plus fort même, souvent, que celui de conservation. Or, depuis des temps immémoriaux les forces d'obscurantisme semblent s'être coalisées pour réglementer, codifier, canaliser, voire même juguler cet instinct primitif. Et cela nous a valu toutes sortes de choses pas très jolies, telles que les pratiques religieuses de macération, l'onanisme, la pédérastie, la prostitution sous toutes ses formes (y compris le mariage légal), les maladies « honnêtes », les crimes des sadiques, etc. Si, au lieu de couvrir d'opprobre un acte qui est aux sources de la vie, on avait toujours eu une conception plus naturelle de cet acte, nous n'aurions pas eu à déplorer le dixième partie de ces misères-là. C'est le faux mystère, l'attrait du fruit défendu et l'hypocrisie sociale qui sont surtout responsables.

— En tout cas, tu ne me feras pas admettre l'automanipulation devant une voyageuse aux jolies jambes.

— Que celui qui n'a jamais péché jette la première pierre ! Eugène, et ce n'est pas toi, ancien combattant...

— Il reste tout de même, dans cette affaire, une morte et un pauvre gosse qui peut toujours attendre le retour de sa dabe.

— Oui, Mais, en Espagne, actuellement, il y en a comme cela énormément et je ne saache pas que la conscience publique en soit tellement torturée...

« Je te le répète : c'est toute notre éducation qui est à refaire, toute notre morale qui est à réviser.

— Va donc moraliser ton chat par un après-midi de mars ou une belle nuit de septembre...

— Mon chat est certainement plus anarchiste que son maître, et je m'en voudrais de lui faire quelque sermon. Il mange quand il a faim ; il boit quand il a soif — et jamais davantage, Eugène — il dort quand il a sommeil, dérouille quand ça le démange, et passe le reste du temps à faire sa toilette ou rêver. Il lui arrive bien parfois de chaper dans les assiettes et même de tuer les petits oiseaux qui chantent leur joie de vivre, mais aucun être vivant n'est parfait.

— Oui, le Créateur devait être un peu dingue !

— C'est mon avis également.

« Or, la race humaine qui est avant tout une espèce animale, aurait intérêt à s'inspirer des lois de la nature et de l'exemple des autres espèces. En utilisant plus judicieusement l'incontestable supériorité de son intelligence, la vie serait plus saine, plus libre et plus heureuse.

Et les pharmaciens vendraient moins de chlorure d'éthyle...

Le Banlieusard.

Bonhomme Noël le désarmement et le général gâteaux

Il n'entrait pas dans mes buts de vous infliger, surtout à retardement, un conte de Noël ou une fable d'un genre nouveau. Il faut donc m'excuser si la lecture d'un journal « sérieux et patriotique » m'a condamné à cet expédient.

C'est, en effet, dans l'hebdomadaire « Choc » qu'un certain général de Cugnac traite ce sujet palpitant entre tous : les réflexions du père Noël sur le désarmement. Voilà qui n'est vraiment pas banal, direz-vous ! Du reste, vous allez en juger.

Or donc, relate ce brave général de Cugnac, le bonhomme Noël ayant écouté les auditions de T.S.F. qui, paraît-il, peuvent être captées au paradis, croyait les hommes améliorés moralement et s'imaginait, dans sa candeur de personnage supra-terrestre qu'ils avaient banni la guerre, détruit les armements et supprimé l'esprit belliciste. C'est donc, en cet an de grâce 1936, avec des poupées, des images et des bonbons qu'il avait empli sa hotte, ce brave bonhomme Noël et il s'apprêtait à en faire ample distribution, lorsqu'il s'aperçut à son grand étonnement que la Paix était très loin de ce monde. Que les communiqués des journaux ne relaient que « violents combats », « offensives » et « bombardements ». Qu'il y avait en Espagne et en Chine la guerre civile (la plus fratricide des guerres, doit penser M. le général de Cugnac). Que quatre nations, l'Allemagne, l'Italie, l'U.R.S.S. et le Japon étaient surarmées et que les peuples naïfs qui avaient cru sincèrement au désarmement s'empressaient de rattraper le temps perdu et de forger hâtivement des armes.

De là, poursuivant ses réflexions, le père Noël se dit :

« Les hommes ont essayé de se tromper les uns les autres. Ils parlent de la paix mais ils préparent la guerre. D'ailleurs, ils ne peuvent pas faire autrement. La suppression de la guerre est un rêve absolument irréalisable dans l'état actuel de l'humanité. Il faudrait d'abord rendre l'homme meilleur, le faire bon pour son frère, conciliant pour son voisin, lui ôter son égoïsme. L'humanité est bien loin de cet idéal. »

Et il ajouta : « Nous sommes ici parmi les hommes et non dans un milieu d'anges. »

Mais le général de Cugnac, intrigué quand il s'exprime par la bouche des personnages de légende, continue :

« Et encore ! fit le père Noël en se rappelant et en se rappelant de très vieux souvenirs. C'est la même chose chez les anges. Quand Lucifer s'est révolté — et a voulu faire la révolution au Ciel, le bon Dieu a été très content d'avoir des légions de bons anges bien armés, bien encadrés, et un grand chef comme l'archange Michel pour les commander et pour rétablir l'ordre. Même au ciel le désarmement n'est pas possible. »

« Le bonhomme Noël, convaincu que la paix perpétuelle est une utopie et que les hommes feront toujours la guerre, sachant que les enfants calquent leurs jeux sur les actes de leurs parents, remonta vite au paradis pour changer sa provision de jouets. »

« Et, dans la soirée du 24 décembre 1936, il mit dans les souliers des petites filles des équipements d'infirmeries et des soldats de plomb dans les souliers des petits garçons. »

Eh bien ! nous nous en excusons auprès du général de Cugnac, nous ne trouvons pas du tout que le point de vue du père Noël soit au goût du jour ! Car si l'humanité n'a guère évolué puisqu'elle en est encore à tolérer des généraux Cu de Gnac et à leur permettre d'imprimer leurs élocutions saugrenues, il n'en va pas de même chez les soldats de plomb. Et ceux-ci ont, depuis la dernière, bougrement progressé puisque plus avancés que les extrémistes, gauchistes eux-mêmes, ils chantent aujourd'hui l'Internationale version intégrale, c'est-à-dire sans omettre le couplet où il est question d'individus refusant de devenir des héros et qui réservent leurs balles pour leurs propres généraux.

En sorte que, si pour le général Cu de Gnac la paix est une utopie dangereuse, le faitisme est pour eux une vérité palpable et il est de fortes chances pour que le général Cu de Gnac, ardent protagoniste de la guerre future, ne voit pas son rêve se réaliser.

Car ces soldats de plomb, ayant insufflé au gosse qui s'en amuse, leur esprit anarchiste en feront un vrai pacifiste révolutionnaire lequel, enverra dès le premier jour de la mobilisation le général Cu de Gnac au paradis, afin que ce gâteaux puisse poursuivre son enquête sur l'armement des légions de Lucifer et vérifie par lui-même si, chez les anges roses du bon Dieu, les boucles de ceinturon ont bien été passées au triploli.

Maurice DOUTREAU.

LE JUBILÉ D'UN RENÉGAT

Depuis quelque temps le parti national-communiste français a fait siennes les mœurs dégradantes qui fleurissent en Russie, comme en Allemagne et en Italie, autour de la personne du chef, à tous les degrés de la hiérarchie des exploités.

Un membre du bureau politique ou du Comité central ne peut pas avoir cinquante ans ou perdre sa belle-mère sans qu'une tartine d'hommages paraisse dans l'Humanité, appuyée les jours suivants d'adresses votées « à l'instar », par telle ou telle cellule, sur l'injonction des bureaucrates inférieurs en mal de servilité alimentaire.

C'est ainsi que l'Humanité vient de consacrer à Vaillant-Couturier, défenseur de la culture (sic), pour le 20^e anniversaire de sa vie militante, une page jubilaire rédigée par des gendeleffes et des employés.

Pourtant il sera dit — en dépit des « intérêts et de la sottise de ses apologistes » que Vaillant-Couturier, en cette occasion, ne recevra pas que des fleurs.

J'ai connu Vaillant-Couturier en 1919, au lendemain de la guerre, quand la révolution d'octobre — que salissaient alors tant de ceux qui grouinent à présent dans l'auge franco-russe — éclairait de ses flammes mon écourement et ma révolte aveugles de fantaisie.

Ensemble, sous l'impulsion de Raymond Lefebvre disparu avec Lepetit et Vergeat, en 1920 dans la mer-Blanche (après un voyage en Russie qui n'était pas, alors, une flatterie et profitable balade), puis en nous inspirant de la mémoire de Lefebvre, mort avant de voir la débâcle de la révolution russe et l'avilissement de tant de ses amis, nous travaillâmes à Clarité, attaquant notre bourgeoisie et notre impérialisme couverts du sang de millions d'exploités et de dupes.

Je me rappelle encore ce Congrès socialiste de Strasbourg — c'était avant la scission de Tours — où Lefebvre et Vaillant-Couturier, dénonçant la Défense nationale, se faisaient insulter par tous ces social-patriotes tremblants de haine et de peur devant la vérité révolutionnaire.

Aujourd'hui Vaillant-Couturier (Vaillant-Couturier « en qui souffle l'Esprit », comme dit cette petite putain d'Aragon) clame « Français ! unissez-vous ». Il veut « unir, unir, unir » (contre l'Allemagne) et anticipant sur l'Union Sacrée, il défile avec M. Héricourt de l'Action française.

Au nom de Bruyère, mort lui aussi, au nom de Raymond Lefebvre qu'il assassine maintenant chaque jour dans l'Humanité, il faut bien, si la vie et les mots ont un sens, que j'adresse au député-maire de Villejuif, l'hommage amer de mon mépris.

Jean BERNIER.

Notes et Glanes

♦ Si pour la plupart d'entre nous, les vœux formulés à l'occasion d'une nouvelle année n'ont aucune signification (ni importance, d'ailleurs) il n'en est pas de même pour J.-H. Rosny aîné. Car la bonne année 1937 — ainsi que les suivantes, tant qu'il vivra — sera heureuse pour lui, une « pension d'honneur » de 36.000 francs venant de lui être accordée par le gouvernement.

♦ Je ne critique ni ne combats l'œuvre de Rosny. Peut-être même l'admire-je, si je la connaissais mieux. Cependant, il est révoltant de voir ce vieillard de quatre-vingt ans, n'ayant plus de grands besoins, pouvant, par ailleurs, y pourvoir par ses droits d'auteur, palper notre bonne galette à raison de cent francs par jour, alors que tant de gosses crevent de faim ou sont candidats à la tuberculose, par suite de privations.

♦ Et vous les chômeurs au ventre creux, ne pensez-vous pas que votre gouvernement de Front populaire à tendance socialiste se fait un peu de vous ?

♦ J'ai souventes fois entendu dire que si Léon Blum avait des défauts, tout le monde — même ses ennemis — était d'accord pour reconnaître sa loyauté, sa franchise, sa sincérité. On est donc obligé d'accepter comme vérités certaines, les phrases suivantes extraites de son discours de dimanche, au Sénat, lors de la discussion sur l'arbitrage obligatoire : « Combien de fois nous est-on demandé de faire intervenir la C. G. T. pour que cessent les conflits du travail, combien de fois la C. G. T. a-t-elle répondu à notre appel ? » ... Si nous refusons la main que nous tendent les organisations syndicales, en vue d'assurer la paix sociale et la collaboration entre toutes les classes une faute serait commise qui serait funeste pour la République. »

♦ L'œuvre de mardi a publié la manchette suivante : « Avant de songer à une augmentation du prix des journaux, ne pourrions-nous envisager une limitation du nombre des pages ? Pour ma part, je me rallie à cette proposition. Et je demande à tous les copains de faire tous leurs efforts pour limiter à huit, en attendant mieux, les pages de notre vieux Lib. »

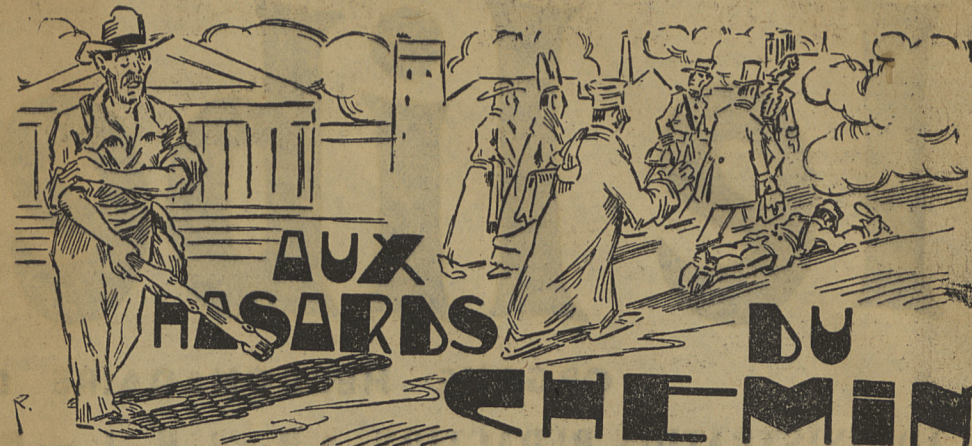
♦ A Laphaïsse, par ordre de la C.A.P., le S.F.I.O. Rucklin se débiste pour le radical Lamoureux. A une condition toutefois : que ce dernier adhère formellement au Front populaire. Rien n'est plus simple. Après, ma foi, on verra. Et ces fantoches sont tellement persuadés qu'ils ont ainsi vaincu le fascisme qu'ils continuent à se regarder sans rire.

♦ Bon gré, mal gré, les gâteaux du Sénat prennent des leçons de marxisme. Elles leur sont données par Vincent Aurioi lui-même qui, imbu du principe qu'il n'y a pas de défense nationale en régime capitaliste s'est écrié lundi lors de la discussion budgétaire : « Où l'épargne serait-elle plus en sécurité que dans la Patrie où elle s'est formée et qui saura la défendre ? »

♦ Quel beau sujet de pendule ! Le bigleux Aurioi, symbolisant la Patrie, un flingue à la main, le caleçon enroulé, défendant l'épargne grâce à laquelle il y aura toujours possibilité de guerre...

♦ A la même séance du Sénat, le taureau Daladier a été plutôt vache pour ses copains de la deuxième internationale. Il déclara, répondant au sénateur Brugnier : « J'ai toujours considéré le socialisme comme une école du plus pur patriotisme. » Et nul ne protesta.

HENRI GUERIN.



Propos d'un Paria

Comme tant d'autres, le camarade Kléber Legay, secrétaire général des mineurs du Pas-de-Calais a été visiter le pays « où la révolution est faite ».

Et comme tant d'autres, il est revenu convaincu qu'il y avait encore beaucoup à faire, non seulement pour que l'ouvrier ne soit plus un salarié, mais pour qu'il atteigne le niveau culturel et social de l'ouvrier français.

Et le camarade Kléber Legay s'apprêtait à faire part aux syndiqués qu'il était allé représenter là-bas, de ses impressions et, en conclusion logique, avertir la classe ouvrière de ce pays qu'elle n'a rien à gagner à une révolution de ce genre-là et que le cri « Les soviets partout ! » n'est que l'aboutissant de procédés analogues à ceux qui amènent, en 1914 tant de pauvres types à crier : « A Berlin ! »

Voilà qui ne faisait pas l'affaire des thuriféraires stupides du « grand Staline », du « chef des peuples » du tzar rouge, qui craignent que l'exposé simple et sincère d'un ouvrier vint ruiner l'échafaudage de mensonges qu'ils ont édifié pour mieux bourrer le crâne du prolétaire français.

Il fut donc enjoint à ce délégué non conformiste, dont les yeux et les oreilles fonctionnent de façon si anormale, de ne pas parler ; la fédération nationale du sous-sol supprima la tournée de conférences au cours de laquelle il devait rendre compte de son voyage.

Kléber Legay s'inclina, mais il en a certainement « gros sur la patate », car, dans un article qu'il donna à l'Eclair du Pas-de-Calais, il laisse exhaler sa rancœur dans cette amère constatation :

« Nous vivons cette triste époque, où les choses vraies sont qualifiées de canailleries et le mensonge glorifié. »

Il est bien possible qu'avant son voyage en U.R.S.S. le camarade Kléber Legay faisait confiance aux beaux parleurs qui vantaient les beautés de ce paradis terrestre traqué à l'usage des visiteurs naïfs ou volontairement aveugles.

Maintenant il sait ! Il sait comme bien d'autres « aidants » moscouitaires que tout cela c'est du toc.

Mais il a au surplus découvert qu'on ne peut dire ce qu'on pense, raconter les choses les plus vraies sans être traité de menteur, de traître, voire de contre-révolutionnaire.

Et dire que ces messieurs communistes se posent, au Parlement en professeurs de vertu et en pourfendeurs de la calomnie et de la diffamation. Ils ont décidé tout les culots. — Pierre Mualdès.

LE FAIT-DIVERS OPPORTUN

Nous reproduisons ci-dessous en fac-similé un extrait de la première page du Petit Journal, du 30 décembre.

Sous une manchette aussi lapidaire, il était difficile de trouver un article plus probant.

Nos félicitations vivement le Petit Journal pour son esprit d'à-propos.

...Le meilleur moyen de conserver la France aux Français, ce n'est pas de crier dans les rues : « A bas les méteques ! » ; mais de faire des enfants.

RENIER LLES

A BOULOGNE

à côté : Déjà mère de 3 enfants te fille une femme étrangla son nouveau-né 3 ans id-père ! par peur de la misère plusieurs fois hé une ficelle

ET LES CLOCHARDS ?

« Merde ! v'là l'hiver et ses durtes », comme disait Jehan Rictus, le chanteur des bat-ladèche et des fout-la-faim.

Ce n'est pas que nous les portions tout spécialement dans les clochards. Et nous préférons voir un homme voler pour manger plutôt que mendier, pour crever de faim... Mais, enfin, ils sont là, et le froid ajoute à leurs affres.

Qu'a-t-on fait pour eux, tandis qu'il bruite, ni le vente où qu'il gele ? Et les braseros ? Et les fameuses boissons chaudes ?

Allons, messieurs les ministres de Front populaire, en cherchant bien dans les tiroirs...

Allons, monsieur Langeron, ne leur faites pas trop regretter Chiappe à ces pauvres bourgeois.

UN VRAI FOUR

Les journaux nous ont donné force détails sur l'incendie qui, dimanche dernier, ravagea un chantier du métro de Berlin.

Il paraît même, que la chaleur du brasier était telle que « les lances d'incendie en cuivre fondirent pour la plupart ».

Grâce à nos antennes, qui vont jusque dans la main de l'Allemagne, nous pouvons informer nos lecteurs qu'il y eut plus fort que cela : un capitaine de pompiers qui avait des dents en or vit celles-ci fondre comme des dragées dans sa bouche. Et le lendemain, il... restituait un lingot, qu'il porta bien vite sur l'autel de la patrie.

GATISME CRIMINEL

Au cours de sa vie déjà longue, le surnommé Amédée Dunois a noirci pas mal de papier pour expliquer aux ouvriers qui voulaient « se cultiver » ce qu'étaient le socialisme et ses doctrines, la lutte de classes et ses héros.

Socialiste, communiste, communiste exclu puis, de nouveau socialiste, le surnommé Amédée Dunois, au lieu de réintégrer définitivement ses pantoufles, a réintégré « la vieille maison » S. F. I. O.

Chaque jour, il y gagne ce qui lui reste de vie à dénoncer dans le Populaire, les desseins belliqueux des agresseurs fascistes, à exciter à la guerre contre Hitler et Mussolini, les prolétaires des « bons » pays démocratiques.

« Puisque le fascisme et la guerre — l'un portant l'autre — (sic), écrivait-il encore cette semaine dans le « Popu », sont deux notions inséparables, la lutte contre la guerre et la lutte contre le fascisme ne peuvent pas être non plus séparées. L'antimilitarisme passe du coup au second plan (restic). C'est l'antifascisme qui est aujourd'hui le mot d'ordre de l'opposition à la guerre. »

Gâteaux criminel (vive l'armée républicaine ! A Berlin ! A Berlin !) le surnommé Amédée Dunois, ex-membre du comité de la 3^e Internationale, ex-historien de la Commune, a publié jusqu'à l'existence de la bourgeoisie, du capitalisme et de l'impérialisme.

VIVE LA POLOGNE FASCISTE !

Cet été déjà, quand le brave général polonais Rydz-Smigly, depuis promu maréchal (tout comme un communiste russe), vint taper l'impérialisme français d'un bon petit emprunt, Maurice Thorez dans un « leader » de l'Humanité, intitulé « Vive la Pologne ! », avait cassé l'encensoir sur la gueule des militaires de Varsovie, que nos stalinien traitaient auparavant de « bourgeois du peuple polonais ».

Il s'agissait, comprenez-vous, de détacher la Pologne du mauvais impérialisme allemand pour la ramener dans le giron du bon impérialisme français. Et nos nationaux-communistes ne voulaient pas être en reste d'amabilité polonaise avec les bons capitalistes démocratiques de notre cher pays.

Cette semaine, la loi autorisant l'emprunt polonais est venue devant la Chambre et, de M. Xavier Vallat et autres « traites hitlériennes » à M. Maurice Thorez, elle a été votée à l'unanimité.

« Touchante unanimité », dit le Populaire, qui ne croit pas si bien dire.

Pourtant, le député communiste Bonte, l'inénarrable « Frère Florimond » du « social-fascisme » a tenu — avant de voter l'emprunt — à expliquer que le colonel Beck faisait toujours les affaires de Hitler en Pologne et qu'il faudrait que cela change.

Moscou en veut pour son argent.

PIETRE DEFENSE

On ne sait pas pourquoi les Scize et consort s'acharnent à nous prouver que M. André Gide est pédéraste, puisque celui-ci l'a maintes fois avoué lui-même !

Il nous feraient croire vraiment que la Russie attaquée par M. André Gide manque d'arguments pour sa défense.

Voyez-vous un peu ce sixième du globe si paradisiaque, cette terre de cocagne du prolétariat, cet eden des travailleurs et que ceux-ci devront défendre jusqu'à la mort, tout cela mis en échec par un petit bouquin de 120 pages et ne trouvant comme rétribution que les moeurs de son auteur !

En somme, quand les valets de Moscou disent que M. André Gide est pédéraste et quand celui-ci écrit que l'U.R.S.S. est devenue un pays où la révolution prolétarienne est étouffée, il n'y a là qu'un échange fort banal de vérités évidentes.

Les romanichels.

Ami lecteur

Après avoir lu ce journal, ne le jette pas, donne-le. Recrute-lui de nouveaux défenseurs.

BULLETIN D'ABONNEMENT

FRANCE

62 Nos .. 22 fr.

26 Nos .. 11 fr.

Chèque postal : N. Faucher, Paris 596-03

2, rue de Bondy (109)

Téléphones : BOTZARIS 68-27

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de

à partir du pour la somme de

dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

Nom :

Ville :

Adresse :

Département :

193

A SARAGOSSE

Quatre mois avec les fascistes

Antonio Muñoz, Joaquín Muniesa, Candido Franquet et Ramon Mart sont les noms des camarades qui faisaient leur service militaire à Saragosse dans un régiment d'infanterie au moment où ont éclaté les événements de juillet.

« Le mouvement militaire, nous racontent-ils, dans le dernier numéro de *Tierra y Libertad*, surprit les travailleurs de Saragosse.

Les armes qui devaient leur être distribuées parvinrent trop tard, par l'inertie du gouvernement de Saragosse. Un avantage de deux à trois heures décida du triomphe fasciste. Immédiatement chacun de nos frères fut envoyé dans divers points de la ville par la défense dans les villages voisins : La Cifena, Movera, Perdúguera.

On nous emmena plus tard à Belchite, où nous décidâmes de nous échapper dès que possible.

Nous avons assisté dans cette ville à des scènes terribles. L'acharnement des fascistes contre les « rouges » de la localité atteignit un degré de barbarie incroyable.

On contraignait les condamnés à enterrer eux-mêmes leurs camarades fusillés le jour précédent, et on leur faisait creuser ensuite leur propre fosse. Aux femmes et aux enfants on coupait les cheveux, leur laissant une touffe à laquelle on attachait les colliers de la monarchie. Ensuite on les forçait à avaler deux ou trois verres d'huile de ricin et on les promenait à travers le village.

Quand les colonnes loyales de Catalogne s'approchèrent et voyant que nous tirions en l'air, craignant de nous voir désertir, on perdit confiance dans les soldats catalans et l'on nous concentra à Saragosse pour nous diriger ensuite sur Burgos.

LES DOUZE MILLE

De retour à Saragosse courait de toutes parts le chiffre des compagnons fusillés. Douze mille, douze mille, douze mille...

Le 12 octobre nous étions à Burgos. Là, nous ne voyions que défilés de femmes et d'enfants avec drapeaux de la Phalange et des monarchistes et nous n'entendions que musique des hymnes fascistes et marche royale.

Ces manifestations étaient organisées par Accion Ciudadana (l'Action Citadine) et aux cris de : « Espana una, Espana grande, libre, arriba Espana », on demandait l'organisation de toutes les femmes.

A Burgos existait déjà le plat unique, mesure qui s'impose par la disette des vivres et qu'on observe avec rigueur. Entre ceux qui luttaient sur le front, dans leur majeure partie des ouvriers obligés à la faire, car les jeunes gens de bonne famille (senoritos) préféraient maintenir l'ordre à l'arrière-garde et défilant dans la ville dans des uniformes rutilants, on chantait une parodie de l'hymne fasciste, fustigeant les phalanges de salon avec ces mots : Si la mort ne m'attend pas, c'est que je me trouve assis au café.

On manquait de volontaires pour les fronts de la Sierra et l'on nous accueillait en nous montrant en exemple, nous appelant vaillants Catalans, Catalans honnêtes.

Dans la Sierra, il faisait froid et les vêtements devenaient si rares qu'on mettait en loterie les deux ou trois paires de gants et chaussures de laine qu'on envoyait pour chaque 10 ou 12 hommes.

Dix jours d'illusions continuées.

Munoz, Franquet, Maniera, tirez plus bas !

Dix jours à entendre les mêmes insultes : « Fils de la Pasionaria ! Anarchistes ! Rouges ! Catalans ! »

Un matin, deux d'entre nous descendirent laver leur linge. L'un dit à l'autre : « Demain il faut s'enfuir. — Non, aujourd'hui même. »

Ils montèrent sur le parapet.

« Quand es-tu de garde ? »

« Quel est ton numéro de poste ? »

« Ne t'en fais pas, aujourd'hui même il faut partir ! »

Beaucoup voulaient passer les lignes. Mais devant leur indécision nous décidâmes de partir sans rien dire. Un regard, un serrement de mains imperceptible.

A six heures du soir, sans fusils, avec seulement quelques grenades, ils sautèrent du parapet. Franquet qui était communiste se mit dans l'attitude de la sentinelle et resta. Les trois anarchistes comprirent son geste et avancèrent seulement de quelques mètres pour l'attendre.

Enfin, le camarade rejoignit les autres.

« Ou êtes-vous ? C'est moi. »

« C'est toi, Franquet ? Tu viens seul ? »

« Non, je suis avec d'autres. »

La joie fut grande, jusqu'à éclater à 100 mètres de la franchée abandonnée.

« A mort le fascisme ! Vive la F. A. I. ! Vive l'Internationale communiste ! »

Quelques coups de fusil perdus. La mort ne pouvait nous atteindre.

Nouveaux coups de fusil.

« Ne tirez pas, camarades, nous sommes Catalans, nous venons avec vous. »

« Vous êtes des nôtres ? »

Munoz attrape au cou l'autre pour toute réponse.

« Quatre Catalans ! »

« Ce sont des frères. »

« Ils viennent de Saragosse, etc... »

Le délégué de la Centurie Sébastien Faure nous écrit :

Chers camarades, salut !

J'ai reçu des camarades délégués aux camions des paquets individuels et quelques vestes de cuir destinées au groupe Sébastien Faure.

Votre solidarité nous touche profondément et, au nom de tous les miliciens de notre groupe, je vous salue fraternellement.

Vive la solidarité et vive le communisme libertaire !

Pour le groupe Sébastien Faure : Le délégué : Martin.

P.S. — Nous avons appris qu'un bon et jeune milicien de la Centurie Sébastien Faure était tombé en combattant. Plusieurs autres ont été blessés. Le bureau de liaison de la rue d'Alésia fournira aux amis et parents toutes précisions possibles.

Nous avons également reçu de Barthe et Maria Ascaso des papiers qui appartenaient à quelques-uns des nôtres tombés à Perdúguera. P. C.

Comment les anarchistes espagnols conçoivent l'organisation économique de la société nouvelle

Dans une déclaration officielle publiée dans la *Tierra y Libertad* du 19 décembre, la F. A. I. a une fois de plus réaffirmé publiquement la conception générale que se font les anarchistes de l'organisation de la Société nouvelle dont l'instauration doit être menée de front avec la lutte contre le fascisme.

LA POSITION DE LA F.A.I.

L'organisation socialiste dans l'ordre économique, dit la déclaration, doit être à base fédérative et les organismes économiques et sociaux se substituent au système de l'Etat.

Sous l'empire des circonstances nées de la guerre civile la C.N.T. et F.A.I. ont dû intervenir dans l'engrenage gouvernemental. « La coexistence d'autres secteurs anti-fascistes a obligé à sacrifier nos positions idéologiques. Mais cela n'a jamais signifié que nous renoncions à notre idéal et à la tactique de lutte de l'anarchisme. »

Nous continuons à considérer l'Etat et les solutions dictatoriales de la même façon qu'avant. La F. A. I. restera fidèle aux solutions d'équité et de solidarité préconisées de tout temps et qui consistent à utiliser la richesse sociale au bénéfice de tous.

La F.A.I. réclame en outre une sélection de la production afin de développer la nécessaire et d'éliminer le superflu.

Enfin la F.A.I. préconise une action énergique des syndicats et des ouvriers des ateliers et des usines pour supprimer la bureaucratie parasitaire, dont, dit-elle, on a constaté ces temps derniers une recrudescence excessive. Les bureaux d'Etat ou municipaux deviennent trop souvent des « combines ou des sinécures ».

L'organisation du travail doit être entre les mains des syndicats industriellement organisés, et dans les Conseils communaux, évitant la collectivisation partielle des entreprises qui constituent une négation absolue de l'esprit de socialisation.

Comme complément nous proposons la distribution socialisée pour éviter les spéculations, qui perpétueraient l'inégalité économique que nous voulons supprimer.

Donner à tous le droit à l'alimentation, au logement, à la culture est le désir de l'anarchisme.

CE QUE VEUT LA C.N.T.

Dans le même moment où la F. A. I. renouvelait une fois de plus l'affirmation de sa position théorique et pratique sur le problème général de la révolution, on pouvait suivre dans l'organe de la région de Catalogne, *La Solidaridad Obrera* une série de trois articles (18, 19 et 20 décembre) signés de Mariano Cardona Rosell, qui développaient dans les détails les modalités d'application pratique de cette conception générale.

Nous regrettons fort de ne pouvoir faire de place donner la traduction intégrale de cette remarquable étude.

Nous espérons cependant que le résumé succinct que nous en publions donnera à nos lecteurs une idée suffisante des intentions révolutionnaires des hommes de la C. N. T.

Ils verront en outre que nos camarades espagnols qui ont à faire face aux terribles difficultés intérieures et extérieures ne perdent pas pour cela de vue le but final que le communisme libertaire poursuit.

Quelque chose comme 3.300 kilomètres aller et retour et nous en sommes aujourd'hui à notre vingtième voyage. La route qui mène au but nous la connaissons par cœur et nous en franchissons les étapes avec toujours plus de joie car à chaque nouveau voyage correspondent des chargements toujours plus importants et c'est ainsi que la semaine passée nous sommes partis du centre de ravitaillement de la rue d'Alésia avec cinq camions et une quinzaine de tonnes de marchandises diverses, fruit de la solidarité du peuple de France, avec cinq camions conduits et convoyés par des camarades dont on connaît trop la ténacité et le courage.

Paris-Aragon-Aragon-Paris, un voyage pénible, dur (une petite promenade, le glissait Pierre Le Meunier à l'oreille), mais un voyage que nous accomplirons avec la seule pensée d'arriver plus souvent et toujours plus vite au but.

Si les chauffeurs de nos camions 47 et 48, Antonio et Paucho lisent ces lignes nous les supplions de ne pas y découvrir un encouragement à plus de vitesse et nous leur conseillons en passant de prendre un peu de la prudence du camarade Bruna.

Les routes en lacs des Pyrénées et celles d'Aragon, le brouillard et le givre de décembre sont des ennemis qu'il faut savoir vaincre sans les défier par l'usage excessif de l'accélérateur.

PERPIGNAN-PORT BOU

A Perpignan, nous avons toujours reçu au comité qui siège à l'ancien hôpital l'aide la plus efficace et la plus fraternelle et nous sommes quelques-uns à savoir le travail immense accompli par nos amis du Comité. La Révolution espagnole a suscité bien des énergies et il nous plaît de le dire ici.

LE CONSEIL NATIONAL DE L'ECONOMIE

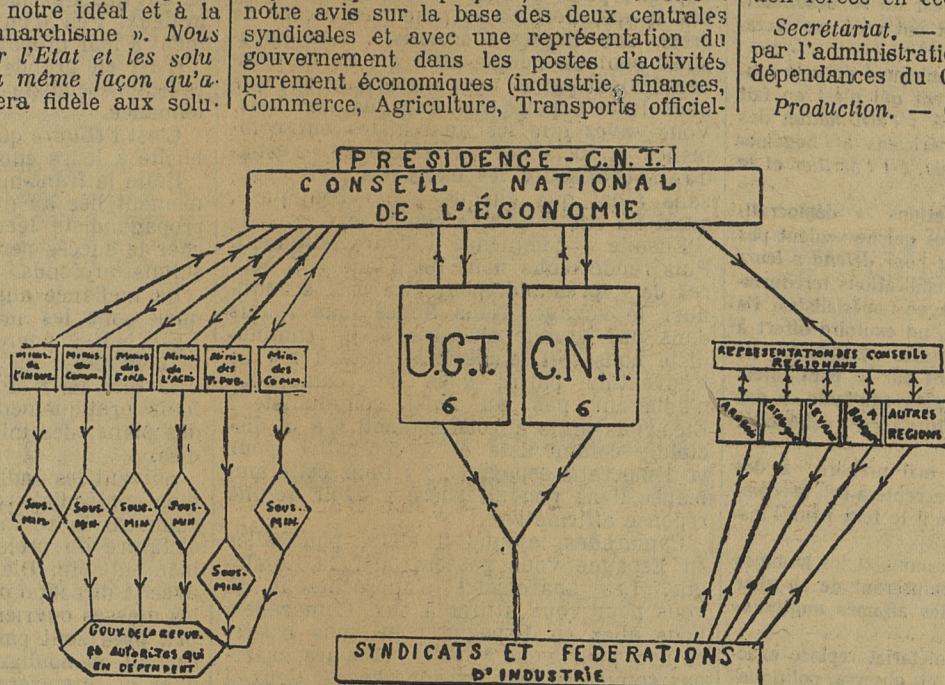
Avec la guerre civile et le manque de ressources de l'Etat, dominé par le mouvement fasciste et entraîné par lui, la faillite de l'Etat est démontrée comme institution. Le capitalisme doit s'écrouler comme système économique dans notre pays.

C'est pourquoi la création du Conseil national de l'Economie est urgente.

Celui qui est créé actuellement, étant une survivance de cette économie moribonde, ne peut remplir les nécessités de l'économie révolutionnaire. Il doit être dissous.

Les nouvelles bases

Pour que le nouvel organisme réponde aux motifs qui exigent sa création, et aux objectifs qu'il se propose, il doit se faire à notre avis sur la base des deux centrales syndicales et avec une représentation du gouvernement dans les postes d'activités purement économiques (industrie, finances, Commerce, Agriculture, Transports officiels).



lement appelés travaux publics), communications et marine marchande. Egalement avec les représentations directes des Conseils régionaux d'Economie déjà existants (Catalogne, Levant, etc.) et de ceux qui seront créés dans toutes les régions reconquises par les miliciens.

Nous considérons que, puisque la présidence du premier organisme politique du pays, le Gouvernement, est assurée par un marxiste, la Présidence du premier organisme économique du pays doit l'être par un libertaire, un homme de la C. N. T.

C'est un acte de justice, puisque sa prédominance syndicale est notoire dans les territoires loyaux, et de plus, nous nous sommes sacrifiés dans l'actuel gouvernement où nous nous sommes limités à n'être qu'une expression politique.

A part le président (C. N. T.), nous considérons que le nombre de représentants syndicaux doit être de douze au minimum six, de chaque centrale syndicale. Ils constitueront le Conseil national de l'Economie.

Le graphique ci-dessus indiquera au lecteur comment sera constitué le nouvel organisme national et comment les Syndicats et les Fédérations d'Industrie de la C. N. T. et U. G. T. pourront influencer le Conseil dans ses décisions, à travers leurs représentants.

Ces représentants pourraient être choisis parmi les camarades des deux centrales ayant de profondes connaissances économiques et doctrinales. L'assemblée se composerait donc de vingt-quatre membres environ.

Dans la forme proposée, les trois bases de l'antifascisme au sein du gouvernement actuel auraient une égale représentation au sein du Conseil national de l'Economie car les libertaires ont l'Industrie et le Commerce, les marxistes ont les Finances et l'Agriculture.

Idem à la précédente comme organisation. Importations et Echanges. — Idem aux précédentes. Combustibles et carburants. — Idem aux précédentes.

Energie. — Commission pour établir une organisation des installations hydrauliques et hydroélectriques et la production d'énergie thermique dans les centrales électriques, subdivisée en sections.

Transports. — Commission qui comprendrait la totalité des modes de transports (terrestres, fluviaux, maritimes).

NOS ASPIRATIONS

Seul un organisme de cette nature aurait la capacité nécessaire et révolutionnaire pour déterminer le rationnement de la population totale des territoires loyaux, empêcher la hausse des prix des subsistances, et rectifier les cours. Transformer les procédés de distribution ou commerce, préparer les plans pour la transformation industrielle et agricole des territoires actuels et futurs de la République ; coordonner les nécessités de l'importation et l'exportation ; élaborer et exécuter les plans de reconstruction ; étudier, impulser et réaliser la transformation révolutionnaire et progressive de la propriété et la rente, arrivant à l'abolition de la rente du capital, etc. Ce sont les grandes lignes de la nouvelle société.

Dans cette tragique lutte révolutionnaire qu'ils mènent, nos amis ont démontré un très grand sens des réalités ; Leur triomphe est certain, mais nous le hâterons en leur apportant une aide morale et matérielle, effective et efficace. Pour nous, devant les événements d'Espagne, un

Idem à la précédente comme organisation. Importations et Echanges. — Idem aux précédentes. Combustibles et carburants. — Idem aux précédentes.

Energie. — Commission pour établir une organisation des installations hydrauliques et hydroélectriques et la production d'énergie thermique dans les centrales électriques, subdivisée en sections.

Transports. — Commission qui comprendrait la totalité des modes de transports (terrestres, fluviaux, maritimes).

NOS ASPIRATIONS

Seul un organisme de cette nature aurait la capacité nécessaire et révolutionnaire pour déterminer le rationnement de la population totale des territoires loyaux, empêcher la hausse des prix des subsistances, et rectifier les cours. Transformer les procédés de distribution ou commerce, préparer les plans pour la transformation industrielle et agricole des territoires actuels et futurs de la République ; coordonner les nécessités de l'importation et l'exportation ; élaborer et exécuter les plans de reconstruction ; étudier, impulser et réaliser la transformation révolutionnaire et progressive de la propriété et la rente, arrivant à l'abolition de la rente du capital, etc. Ce sont les grandes lignes de la nouvelle société.

Dans cette tragique lutte révolutionnaire qu'ils mènent, nos amis ont démontré un très grand sens des réalités ; Leur triomphe est certain, mais nous le hâterons en leur apportant une aide morale et matérielle, effective et efficace. Pour nous, devant les événements d'Espagne, un

Idem à la précédente comme organisation. Importations et Echanges. — Idem aux précédentes. Combustibles et carburants. — Idem aux précédentes.

Energie. — Commission pour établir une organisation des installations hydrauliques et hydroélectriques et la production d'énergie thermique dans les centrales électriques, subdivisée en sections.

Transports. — Commission qui comprendrait la totalité des modes de transports (terrestres, fluviaux, maritimes).

NOS ASPIRATIONS

Seul un organisme de cette nature aurait la capacité nécessaire et révolutionnaire pour déterminer le rationnement de la population totale des territoires loyaux, empêcher la hausse des prix des subsistances, et rectifier les cours. Transformer les procédés de distribution ou commerce, préparer les plans pour la transformation industrielle et agricole des territoires actuels et futurs de la République ; coordonner les nécessités de l'importation et l'exportation ; élaborer et exécuter les plans de reconstruction ; étudier, impulser et réaliser la transformation révolutionnaire et progressive de la propriété et la rente, arrivant à l'abolition de la rente du capital, etc. Ce sont les grandes lignes de la nouvelle société.

Dans cette tragique lutte révolutionnaire qu'ils mènent, nos amis ont démontré un très grand sens des réalités ; Leur triomphe est certain, mais nous le hâterons en leur apportant une aide morale et matérielle, effective et efficace. Pour nous, devant les événements d'Espagne, un

Idem à la précédente comme organisation. Importations et Echanges. — Idem aux précédentes. Combustibles et carburants. — Idem aux précédentes.

Energie. — Commission pour établir une organisation des installations hydrauliques et hydroélectriques et la production d'énergie thermique dans les centrales électriques, subdivisée en sections.

Transports. — Commission qui comprendrait la totalité des modes de transports (terrestres, fluviaux, maritimes).

Lettre de Barcelone

Le colonel Mena qui dirige des troupes sur le front d'Huesca, à la Colonne Ortiz, où tous les miliciens sont de la C.N.T. et de la F.A.I., étant de passage à Barcelone, nous eûmes une importante discussion sur le moral des miliciens, l'unité de commandement, et tous les problèmes généraux qui touchent à la révolution.

Mena est sur le front d'Huesca depuis le 22 juillet. Longtemps les miliciens tiraient tête aux fascistes, avec seulement des fusils et plus tard quelques mitrailleuses, mais très peu de munitions.

Depuis ce temps du terrain a été gagné, et si les miliciens ont dû évacuer Huesca qu'ils occupèrent un moment, c'est par manque de munitions.

Le courage des miliciens, malgré le premier contact désagréable avec la vie militaire à laquelle ils étaient non préparés, a rendu possible le maintien de la plupart des positions conquises.

Le colonel Mena est vêtu comme tous les miliciens. Bien qu'ancien officier espagnol, il est l'ami des combattants ouvriers, leur conseiller militaire bien plus que leur chef, et repudie avec ses anciens amis, aujourd'hui rebelles, tout le bagage idéologique de l'armée bourgeoise.

Il ne manque pas de mots cinglants pour les qualifier.

Bien qu'il me prenne au début pour un membre de « l'Esquerra », il ne tarit pas d'éloges sur les militants de la F.A.I. et de la C. N. L. Leur réputation de « pistoleros » de « bêtes sauvages » s'est évanouie au contact des réalités. Leurs adversaires de la veille ont dû s'incliner devant leur courage et leurs qualités révolutionnaires, et tous ceux qui les virent à l'œuvre en se battant à leurs côtés sont unanimes à espérer qu'ils réorganiseront suivant leurs méthodes la vie sociale de l'Espagne.

L'adhésion d'un ex-adversaire aux méthodes de la C.N.T. et de la F.A.I. n'est pas un exemple isolé. Le docteur Maranon, l'éminent médecin de l'Espagne, a rallié la C. N. T.

A Barcelone, la vie économique s'organise normalement, quoique le ralentissement des relations internationales se fasse sentir. Pain, pommes de terre, viande, lait, fromages se font rares. La fin de l'hiver promet d'être rude pour les camarades catalans.

Toutes les forces actives sont tournées vers la guerre. La division des partis politiques n'est pas pour arranger les choses et les ouvriers manifestent le désir d'en finir une fois pour toute avec ces querelles de boutiques.

Par mesure de solidarité envers les combattants du front, il n'y eut pas de Noël à Barcelone. Des sept heures du soir les boutiques étaient fermées et rien ne distinguait cette soirée des autres soirées.

A une heure du matin, comme d'habitude, tous les cafés fermaient.

Mais les bonnes nouvelles des combattants suffisaient à réjouir les cœurs.

Le jour de Noël, tout le monde travaille. Ce peuple a pris la résolution farouche de banir la gaité tant que tomberont des frères de combat, et il réserve la joie pour le jour de la victoire.

A l'occasion du troisième anniversaire de la mort de Macia (premier président de la Généralité), le peuple de Catalogne a rendu hommage à ses morts.

De nombreuses collectes sont faites pour les enfants des réfugiés.

Les facteurs, les employés du service de voirie, les coiffeurs ont abandonné leur traditionnelle quête de fin d'année.

Toutes les forces ouvrières sont tendues vers la guerre et vers le soulagement des misères qu'elle provoque.

Tout le reste, traditions, plaisirs, intérêt, est banni de la vie espagnole.

Pedro TORREGRO.

L'esprit constructif de la C.N.T.

Les tramways. — Nous demandons aux camarades qui constituent le Comité de Contrôle :

1° Avez-vous réussi à améliorer le service ?

2° Qui, dans la proportion de 25 %.

3° A-t-on pu baisser les prix sur certains parcours ?

Sur les lignes 37 et 38, il y a eu un rabais de 40 % ! On a supprimé de plus un billet de nuit qu'on augmentait de 5 centimes sur le prix ordinaire. Et l'on étudie la création d'un billet économique pour les travailleurs de 4 à 8 h. du matin et de 6 à 8 h. du soir. Il y aurait un rabais de 40 % sur le prix ordinaire.

Les salaires des travailleurs ont-ils été augmentés ?

On a augmenté de 35 % ceux qui gagnaient le moins ; et de 20, puis de 15 % les autres.

Les taxis. — Les salaires étaient de 6,85 pesetas par jour dans la célèbre Compagnie David S.A. avec un pourcentage minuscule quand la recette dépassait 20 pesetas, ce qui était peu fréquent.

Nous demandons au Comité :

1° Combien d'affiliés compte la Section Taxis du Syndicat des Transports ?

2° Quel salaire touchent-ils ?

3° Quatre-vingt-dix pesetas par semaine. Et les heures de travail ?

4° Combien y a-t-il de voitures en circulation ?

700, mais nous les augmentons tous les jours et nous pensons que bientôt il y en aura 2.500 comme en temps normal.

RECTIFICATION HEUREUSE

Des camarades du groupe international de la colonne Durruti nous font connaître que c'est par erreur qu'a été annoncée dans un récent numéro du *Libertaire* la mort d'Oscar Zimmermann sur le front d'Aragon.

Nous en sommes fort heureux et nous en profitons pour adresser au camarade Zimmermann nos meilleurs vœux de rétablissement complet.

Solidarité ! Solidarité effective !

PIERRE ODEON.

Paris-Aragon et retour

PORT BOU-BARCELONE

La caravane de nos camions grimpe la montagne et poursuit son avance en laissant derrière elle villages et villes. Des inscriptions courent nos camions : « En souvenir de Durruti et de Francisco Ascaso ! Pour le triomphe du peuple d'Espagne ! Au comité de défense d'Aragon pour le triomphe du communisme-libertaire ».

Le comité pour l'Espagne libre aux miliciens du Front. Le Libertaire de Paris à la F.A.I., etc., etc.

Vers Gérone le comité de défense de Barcelone a délégué au devant de nous une escorte impatiente. Les compagnons voudraient que les camions soient déjà déchargés avant leur arrivée ; c'est le caractère de nos amis qui veut ça et puis... il manque beaucoup de choses là bas...

BARCELONE

Nos camions se rangent devant l'immeuble de la C.N.T. et de la F.A.I.

A peine en sommes-nous descendus et le déchargement s'accomplit. Le Comité de Défense prendra ce qui lui revient. Le camarade Martin, délégué de la Centurie Sébastien Faure prendra les paquets individuels destinés à ses miliciens. Bruna ira à domicile les colis pour Barcelone, dans cinq, dans dix endroits nous distribuerons les envois de la rue d'Alésia.

A notre arrivée nous sommes reçus bruyamment et nous ne restons pas insensibles aux marques de reconnaissance fraternelles et combien nous sommes fiers de descendre de nos camions tant et tant de bonnes marchandises (sucre, café, vêtements, sérums, des caisses très lourdes, des sacs bien bourrés). Ce tableau là, c'est la récompense de l'Effort, de l'Effort vrai, de

l'Effort de chacun et de tous, de l'Effort que nous poursuivons méthodiquement, avec acharnement sous la seule responsabilité de notre Comité et de notre Libertaire et avec l'aide de nos nombreux camarades.

VERS CASPE

Départ pour l'Aragon, pour l'Aragon espoir du communisme libertaire. Sur les routes qui mènent vers le front trop de brouillard, on ne voit pas à un mètre. L'ami Erial, délégué du comité d'Aragon, est avec nous. Nous atteignons Lerida au bout d'efforts inouïs, puis nous entrons dans Caspe.

Il y a là Raoul Collin, d'Orléans ; Person, Allure, Le Meunier, Bianchi, d'autres encore, vingt camarades en tout. Ils sont fatigués, ça se voit, mais cette fatigue-là (six nuits passées sur les camions) est une bonne fatigue...

A Caspe nos camions ont été déchargés et notre cher compagnon Joaquín Ascaso a bien voulu écrire le mot qui suivra à ses camarades du comité Espagne libre et du Libertaire.

La déclaration de Joaquín nous dispense d'insister sur l'accueil que nous recevons là bas à l'arrivée de nos convois. Notre prochain départ aura lieu sous peu et cette fois nous dirigerons un camion sur Valence et d'autres sur Azuera (en pleine ligne de feu) et Alcaniz, siège du Comité régional de l'Aragon.

Amis, camarades, lecteurs du Libertaire, continuez à apporter au siège du Comité de quoi remplir des camions, toujours plus de camions.

Solidarité ! Solidarité effective !

PIERRE ODEON.

LES IDEES ET LES FAITS

ECONOMIE D'ACTION DIRECTE

La position que prendra Blum vis-à-vis des revendications syndicales fixera définitivement la figure sociale du gouvernement. Et naturellement, le plan de reconstruction économique en subira le contre-coup.

Il apparaît que la volonté ouvrière d'imposer par l'action directe l'échelle mobile des salaires refusée au Parlement obligera le cabinet à de graves déterminations. Et il n'est pas indifférent de savoir si Blum continuera son action conciliatrice, ou s'il se décidera à prendre des sanctions contre une des deux parties en présence.

Le patronat lance un ultimatum qui rappelle à Blum qu'il est un chef de gouvernement, et que l'expérience sociale économique, monétaire dont il assume les responsabilités, l'oblige à prendre ouvertement position devant la nouvelle exigence des ouvriers métallurgistes, exigence qui « achèverait d'annuler au point de vue du commerce avec l'étranger les effets de la dévaluation monétaire et risquerait de rendre inévitable une nouvelle variation de la monnaie » et par conséquent de « modifier profondément les conditions actuelles de l'économie française. »

Le patronat métallurgique refuse quant à lui de prendre la responsabilité d'avoir voulu sauvegarder ses profits. Il y a dans son exigence une position très nette qui tend à placer le gouvernement, non plus comme arbitre entre deux parties combattantes, mais en face du pays tout entier, de sa soif de calme et de clarté.

Le patronat joue un jeu dangereux. Mais encore une fois, il a cette habileté de faire participer à son intérêt réel, l'intérêt inexistait d'une collectivité fictive (le pays tout entier) et d'une expérience condamnée (l'expérience économique du Front populaire).

Pour notre part, posant la question sous l'angle de classe, nous aboutissons à des solutions beaucoup plus simples que celles qu'envisagera probablement le cabinet Blum : il n'existe pas de communauté d'intérêts, entre ceux qui exigent une économie neuve fondée sur les capacités distributives de l'économie moderne et ceux qui veulent à tout prix maintenir leur profit à travers une économie périmée, par un système social d'inégalité et d'oppression.

Pas plus, d'ailleurs qu'entre le prolétariat et un gouvernement qui veut maintenir la balance entre la tentative de stabilisation et celle de transformation.

Les ouvriers suivent la vraie voie en poussant au maximum leurs exigences : en réclamant beaucoup pour avoir quelque chose, sans oublier un seul moment qu'on leur doit TOUT.

L'ECONOMIE INTERNATIONALE ET LA GUERRE

L'arrivée de Hitler au pouvoir a coïncidé avec la compression maximum que pouvait se permettre l'économie allemande. Coupée économiquement du monde par l'immonde traité impérialiste de Versailles, l'Allemagne existe géographiquement. Délimitée par des puissances capitalistes possédant ce qui est nécessaire à la production et à la vente des produits, elle est, depuis 1918, une énorme machine de transformation sans matières premières ni débouchés, un ventre qui l'on refuse de nourrir.

Le traité de Versailles a créé, sur l'échelle internationale, à côté d'une aristocratie capitaliste (France, Angleterre...) un prolétariat capitaliste (Allemagne, Autriche, Italie...). En face des parties possédantes, les parties défavorisées cherchaient leurs tribuns. Elles les ont trouvés politiquement en la personne des dictateurs.

Les peuples « démocratiques » subissent aujourd'hui les conséquences de la politique honteuse de leurs dirigeants impérialistes. Hitler et Mussolini sont les enfants naturels des capitalistes français et anglais, et le premier devoir des prolétariats justement inquiets des revendications économiques des dictateurs est de se désolidariser entièrement de ceux qui ont créé ces dictateurs.

Et ceci n'est pas valable seulement pour le passé. Il demeure pour le présent qu'il n'est en fait que la continuation du passé : l'affirmation des droits, anglais, français, américains à l'hégémonie impérialiste. Blum, en cela, est l'héritier et le continuateur de Clemenceau.

Les impérialismes des nations « démocratiques », les impérialismes repus qui ne veulent pas la guerre, mais qui la feront pour défendre leurs rapines, s'inquiètent des revendications territoriales de l'Italie et de l'Allemagne impérialistes. Ils cherchent une temporisation, un exutoire offert à bon compte à ces impérialismes exigeants. Ils offrent déjà commercialement sur le plan international une répartition « plus équitable » des matières premières, l'ouverture de débouchés commerciaux.

L'impérialisme allemand, mal préparé à des exigences plus complètes, accepterait-il le compromis ? On peut penser qu'il le fera pour l'instant.

Mais demain, lorsque les canons et les hommes seront prêts, les rassisés refuseront de se plier aux exigences, tandis que les affamés multiplieront les leurs.

Il faudra alors que le prolétariat replace exactement les responsabilités, et observe politiquement la seule conduite qui lui permette d'aller à une guerre avec un droit : à la guerre de classe contre son propre capitalisme, avec son droit à la direction totale de ses affaires dans chaque pays, en détruisant préalablement tout ce qui masque l'intérêt criminel à la guerre : son impérialisme, et cela, quelle que soit sa figure.

Luc DAURAT.

Comment les communistes réalisent l'unité du mouvement révolutionnaire en Espagne!

Un camarade allemand, ex-membre du P.C. allemand, digne de confiance vient de nous envoyer une déclaration expliquant à quelle besogne d'excitation contre les anarchistes se livrent les communistes français dans les centres de formation des brigades internationales.

Nous taisons le nom du camarade ainsi que les détails du lieu où ladite propagande de haine s'exerce, pour ne pas créer des difficultés à ce camarade, ainsi qu'à la formation des brigades ; en cas d'enquête sérieuse nous citerions évidemment ces données. Voici ce témoignage.

« Dès avant notre départ pour la France la situation réelle en Espagne nous fut présentée sous un jour absolument faux, spécialement en ce qui concerne la Catalogne et les camarades anarchistes. Une fois arrivés en France nous allâmes au Comité de formation. Un homme nous arrêta dans la cour et prétendit nous enregistrer. En même temps il nous dit : « Alors, camarades, vous êtes avertis que vous allez en Espagne pour défendre la démocratie. Là-bas la question ne se pose pas encore de créer une Espagne socialiste. Les Espagnols sont un peuple arriéré ; ils ne comprendraient pas si nous leur déclarions que nous luttons pour une Espagne socialiste. Vous savez que les anarchistes ont commencé à socialiser en Catalogne, c'est-à-dire à confisquer les biens des petits paysans ainsi que chaque petite boutique ; aussi ils ont le peuple contre eux. »

Ensuite commença l'enregistrement. Puis rendez-vous nous fut donné à 5 heures de l'après-midi pour être prêt à continuer le voyage. Nous fûmes tous réunis dans une grande chambre et un communiste nous tint le discours suivant : « Se trouvent-ils parmi vous des camarades n'adhérant pas au parti communiste ? Etes-vous prêts à vous soumettre à la discipline communiste et à combattre pour la démocratie espagnole ? » Dans cette ambiance il ne pouvait guère y avoir qu'une réponse affirmative.

Camarades, ajouta-t-il alors, pour aller en Espagne vous passerez par la Catalogne. Les anarchistes s'approcheront de vous pour vous attirer à eux. Camarades, vous allez en Espagne pour vous battre, et non pour vous vanter dans les casernes comme le font les anarchistes. Ceux-ci n'attaquent pas les fascistes, mais attendent d'être attaqués, c'est-à-dire qu'ils retardent la lutte contre le fascisme. Heureusement ils ne purent attirer des camarades que dans quelques cas isolés, une fois entre autres un groupe de 160 hommes. Ceux-ci se virent à l'heure actuelle encore dans les casernes, et n'ont obtenu des anarchistes qu'un seul fusil pour faire l'exercice. »

Voilà donc dans quel esprit les communistes éduquent les camarades s'offrant courageusement à la lutte antifasciste. Souhaitons que les anarchistes espagnols soient en garde contre ces manœuvres et sachent y parer à temps aussi bien par la propagande que par l'action.

N. L.

Un crétin doublé d'un salaud

Le valet de plume Jean d'Esme fait dans l'*Intran* un reportage « objectif » (oh ! combien !) sur l'action de nos bons camarades du Comité de Perpignan.

Nous ne voulons pas réfuter toutes les saloperies du triste être, toutes les colonnes de l'*Libertaire* n'y suffiraient pas ; contentons-nous seulement, pour prouver combien ses renseignements sont exacts, de reproduire une de ses notes indicatrices.

(2) Fédération anarchique (sic) ibérique, Confédération nationale des Travailleurs. Toutes deux de la 11^e internationale, Parti ouvrier d'unité marxiste, de la VI^e Internationale. Groupe trotskiste.

Il faut bien gagner sa vie !... On plaindrait ces pauvres larbins, s'ils n'étaient aussi dégoûtants. L'heure est peut-être venue de ne plus laisser perdre les coups de pieds au cul.

IL FAUT SOUTENIR LE RESTAURANT COOPERATIF « LA SOLIDARITE »

Restaurant Coopératif, 15, rue de Meaux Les Syndicats et les coopératives forment la base de l'organisation des travailleurs.

Le but de la révolution est de détruire l'inégalité et d'établir le bonheur commun.

Si tu veux ce bonheur, camarade, pour les tiens et pour toi-même ; il faut faire vivre la Coopérative, puisque au lendemain de la révolution les Coopératives joueront le rôle d'organismes de répartition.

Voilà pourquoi les capitalistes, combattant avec autant de haine les coopératives sous le prétexte que celles-ci vendent moins cher.

Camarade, répond aux mercantis de la vie chère en prenant les repas au Restaurant Coopératif « La Solidarité », 15, rue de Meaux (19^e). Tu y trouveras une nourriture saine et abondante et surtout pas chère, puisque nous ne distribuons pas de ristourne aux camarades sociétaires.

Camarade lecteur de ces lignes, fait un effort de propagande autour de toi pour cette coopérative, elle en a besoin.

Le Restaurant Coopératif « La Solidarité », te dis merci !

Victor Labonne.

COMITE ANARCHICO ITALIANO PRO-SPAGNA

Canelé, 8, avenue Mathurin-Moreau, Paris (19^e)

Recettes du 10 au 25 décembre 1936

Somme précédente : 87.976 fr. 75.

A. B. Paris, 60 ; Rampini Luigi, Differdange, 216 ; Aloisi, Paris, 45 ; Sertori Federico, Paris, 8 ; Viezzoli e Ciaica a mezzo Morino, 250 ; Vittorino da Feltra, Paris, 50 ; Benvenuti G. Paris, 50 ; Magliocco P. Aix-les-Bains, 50 ; L'Adunata del Refrattari, Newark, N. J., 5.000 ; Frazzoni, Paris, 115 ; Berneri Giovanna, pel Natale del Bambini, 1.000 ; P. A. Paris (C. A.V.I.), 5 ; Villanueva, remboursement voyage, 460 ; Copelli A., Isère, 20 ; Karlé, Paris, 50 ; Solinas Antoine, Castres, 76 ; Adami, Paris, 10 fr. Total général recettes : 95.411 fr. 75. Total général dépenses : 88.686 fr. 25. En caisse à ce jour : 6.725 fr. 50.

Le Coin des Jeunes

Chronique des J.E.U.N.E.S.

Voilà un mouvement qui a pris une extension rapide, qui s'est imposé en quelques années et qui porte apparemment un caractère d'originalité.

Toute la propagande des Jeunes Equipes tient en deux points essentiels : démontrer l'absurdité du système économique capitaliste actuel et prouver la possibilité d'un système de production et de répartition d'où découlerait l'abondance pour tous.

Restant en principe en dehors des luttes politiques les J.E.U.N.E.S. ne peuvent par conséquent qu'être sympathiques à l'ensemble du mouvement ouvrier. Cependant un rapide examen de la composition sociale de cette organisation doit entraîner une grande méfiance dans les milieux révolutionnaires prolétariens.

Les principaux animateurs des J.E.U.N.E.S. sont des intellectuels sortis de la bourgeoisie ou de la classe ouvrière, presque tous techniciens, ingénieurs, appartenant au personnel de maîtrise et leur recrutement se fait quasi-exclusivement dans ces mêmes milieux. Peu d'ouvriers participent activement à leur propagande ou à leurs travaux.

C'est en grande partie dans la jeunesse radicale-socialiste que s'est fait jour cette tendance.

C'est l'*Ouvre* qui a donné la première publicité à leurs efforts.

Enfin la franc-maçonnerie paraît être intimement liée au mouvement et le principal propagandiste Jean Nocher semble chercher le succès personnel plutôt que des résultats profonds.

La méfiance augmente si l'on examine quels sont les moyens que proposent les J.E.U.N.E.S. pour passer de la vieille société bourgeoise au règne de l'abondance. A vrai dire ils n'en rejettent aucun *a priori* mais pratiquement se bornent à proposer des plans, des initiatives économiques hardies.

Suivant les adhérents les réponses les plus contradictoires sont données. Les uns admirent le régime soviétique, prônent la dictature du prolétariat, à la mode russe bien entendu. D'autres cherchent la liaison avec la direction de la C.G.T. mais peu avec les masses ouvrières syndiquées. Tous ou à peu près sont partisans du Front Populaire tout en soulignant les erreurs économiques et financières du gouvernement.

Sur les questions les plus brûlantes qui se posent au prolétariat leur attitude est également équivoque.

Ils sont antifascistes mais avec un secret amour pour diverses mesures prises par les régimes dictatoriaux et qui tendent à discipliner certains secteurs de l'économie.

Ils sont adversaires de la guerre mais prêts à défendre les libertés démocratiques contre le méchant loup Hitler.

Les contradictions abondent. Mais elles s'expliquent.

Confusément ou consciemment le mouvement des J.E.U.N.E.S. représente une couche de population qui a ses aspirations et ses intérêts propres : le personnel de gestion.

Dans tous les pays, sous des étiquettes différentes, jouant un rôle plus ou moins grand une partie de la classe productrice prend conscience de son rôle, de ses intérêts, de ses possibilités.

Il s'agit d'une classe ou d'une sous-classe qui se rend compte qu'elle est appelée par ses capacités et sa situation favorisée à remplacer les vieilles équipes dirigeantes de la bourgeoisie et cette bourgeoisie elle-même.

Comme la Révolution française permit à la bourgeoisie de se libérer des entraves que le régime monarchique et les vestiges féodaux mettaient à sa libre expansion et

Aujourd'hui les mêmes calculs prévalent, non plus cette fois pour briser l'essor du Reich, mais pour contenir sa force expansive dans les limites du traité de Versailles. La Triple-Entente s'est reformée avec le pacte franco-soviétique et perfectionnée par tout un système d'alliances plus ou moins occultes. L'Allemagne apparaît ainsi plus solidement garrottée qu'elle ne fut jamais. Ses alliés l'abandonnent. L'Italie est peu sûre, en effet, et prête à un nouveau « tour de valse » rémunérateur. Quant à la Pologne, son rapprochement avec la France, après la visite du maréchal Rymz-Smigly, à Paris, est aujourd'hui chose faite. Le prix en a été cet emprunt consenti et garanti par le gouvernement français qui vient d'être voté par l'unanimité de la Chambre, y compris les communistes pour qui le soldat polonais est devenu, comme l'avait déjà découvert Paul Boncour, le soldat de la Civilisation.

La paix — notre pauvre paix — repose sur ces équivoques combinaisons à l'élaboration desquelles notre gouvernement de Front populaire, acceptant pleinement l'héritage de l'impérialisme et le gérant avec une parfaite conscience, apporte une contribution décisive. Nous avons maintes fois déclaré qu'il ne pouvait en être autrement dans les conditions de l'expérience politique actuelle. Nous avons montré qu'en présence de la Révolution d'Espagne, la position du gouvernement français, coordonnée avec celle du gouvernement anglais, est une position impérialiste, que son attitude au lendemain du 19 juillet s'explique par des préoccupations impérialistes, non par des préférences doctrinales, qui l'eussent conduit à appuyer l'action des gouvernements et que l'opposition qu'il fait actuellement à l'Allemagne se justifie suffisamment par le désir de sauvegarder les intérêts du capitalisme français en Afrique et dans la Méditerranée. Nous le voyons aujourd'hui lier à nouveau partie avec le gouvernement conservateur de la Grande-Bretagne et revenir ainsi à la politique des Delcassé et des Poincaré dénoncée pourtant par le socialisme comme une politique de trahison de la classe ouvrière et conduisant droit à la guerre.

Faut-il conclure ?

LASHORTES.

à son plein développement la nouvelle classe dominante sent toute l'absurdité du régime capitaliste, ses contradictions sans nombre et sa fin proche.

Cette classe est tellement anticapitaliste mais cet anticapitalisme prend des formes diverses et nous retrouvons ses velléités de prise du pouvoir économique, de gestion de l'appareil de production dans des partis les plus divers : où la qualification de droite ou de gauche n'a que peu de valeur, tous les signes de mystiques en apparence contradictoires.

Technocrates russes, planistes de tout poil, personnel technique des Etats fascistes ont des traits communs et un état d'esprit semblable.

Coupés de la classe ouvrière dont ils se gardent bien de se solidariser dont ils ont peur de partager le sort par les effets du chômage et de la crise, leur anticapitalisme est loin d'être socialiste dans le sens humain que nous lui donnons.

Il s'agit bien d'une nouvelle classe qui cherche sa voie vers la domination en se servant des convulsions sociales, en participant à la lutte de classes, en se servant de l'effort ouvrier comme moyen d'accéder au pouvoir mais sans jamais vouloir accepter l'égalité en droits et en devoirs avec les manœuvres, les terrassiers, les ouvriers agricoles.

L'immense effort de la lutte révolutionnaire peut un jour être utilisé, accaparé, par une nouvelle bourgeoisie qui débarrassée des débris du capitalisme libéral aura le monopole de la pensée, de la culture.

C'est là un danger qui est devenu réaliste en U. R. S. S. et qui se fait sentir dans les mouvements ouvriers de tous les pays.

A la volonté émanant directement des travailleurs de base par le jeu de la démocratie ouvrière se substituent des formules incompréhensibles pour les prolétaires qui ne sont bons qu'à les imposer et les appliquer sans les contrôler ni les discuter eux-mêmes.

Notre principe de démocratie ouvrière n'exclut pas le personnel technique de la lutte, ni de sa direction mais il n'avantage aucun des membres de la classe des producteurs, il s'en tient à l'égalité absolue de droits et de devoirs.

Ni aristocratie technique, ni élite dirigeante car s'il y a mille façons de perpétuer l'exploitation il n'y a qu'une voie qui mène à l'émancipation totale : le communisme libertaire.

Nous devons revenir sur ce problème, mais il était bon de le poser dès aujourd'hui à propos des J.E.U.N.E.S.

RIDEL.

J. A. C.

Commission administrative de la J. A. C. — Réunion de la C. A. provisoire tous les mardis sans exception, à 20 h. 30, au « Libertaire ». Les adhésions sont reçues avant la séance.

II^e, III^e, IV^e. — Au café, 92, rue des Archives, 1^{er} étage, à 20 h. 30, tous les jeudis.

V^e et VI^e. — Tous les jeudis à 20 heures 30 avec l'U. A., 22, rue Broca.

VII^e et VIII^e. — Les camarades désirant former un groupe J.A.C. sont priés d'écrire à Ringes, au « Libertaire ».

IX^e. — Les Jeunes se réunissent avec le groupe de l'U. A.

X^e. — Tous les mercredis à 20 h. 30, café des Deux-Hémisphères, 68, Fg-Saint-Martin.

XI^e et XII^e. — Tous les jeudis, 170, faubourg Saint-Antoine.

XIII^e. — Tous les mardis à 20 h. 30, 199, boulevard de la Gare.

XIV^e. — Tous les jeudis à 21 h., au 36, rue de Vanves.

XV^e. — Tous les mercredis, salle Jourdan, 69, rue de la Convention.

XVI^e. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, au Bar P. T. 49, rue Duhesme.

XVII^e. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, 169, rue de Crimée.

XX^e. — Réunion du groupe J.A.C. avec le groupe adulte.

Boulogne-Billancourt XVI^e. — Tous les lundis à 21 h., chez Cuvillier, 50, avenue des Moulins, Billancourt.

Colombes. — Tous les vendredis au « Bar Columbia », 56, rue de Saint-Denis.

Neuilly. — Tous les jeudis, à 21 h., chez Barreau, 90, Grande-Rue, à Neuilly.

Livry-Gargan. — Mardi 5 janvier, à 21 h., chez Gourdin, allée du Parc de la Mairie.

Livry-Gargan. — Réunion avec le groupe adulte.

Pré-Saint-Gervais. — Réunion tous les jeudis, 40, rue de la Cristallerie.

Angoulême. — Les camarades lecteurs du « Libertaire » et désireux de former des groupes J.A.C. dans leur ville ou village, sont priés de se mettre en relation avec le camarade Georges Maurellet, 15, rue Saint-Roch, Angoulême.

Marseille. — Les Jeunes se réunissent tous les jeudis à 18 heures au bar Chez-Vous, cours Lieutaud, coin rue Châteauneuf, coin pour les adhésions, et tous les dimanches matin à 8 h. bar Provence, pour prendre le matériel et travailler.

Etudiants libertaires. — Les élèves de Facultés et de Lycées, militants ou sympathisants sont priés de passer un samedi après-midi au « Lib. » pour causer et envisager la pratique.

Tous les camarades désireux de former un groupe J. A. C. dans les villes où il n'en existe pas sont priés de demander des renseignements à Ringes, au « Libertaire ».

Une nouvelle série de papillons comportant huit textes différents est en vente au prix de 2 francs. Les réclamer à la permanence, 9, rue de Bondy.

Pour les règlements utiliser le compte chèque postal : Paris R. Caron 963-75.

Le premier devoir du militant est de diffuser le journal de son organisation. Jeune anarchiste, demande chaque semaine à la permanence J. A. C. les « Libertaire » que tu vendras le samedi et le dimanche à la criée.

Chez les Cheminots et... ailleurs

On parle bien peu de la corporation des cheminots actuellement ; ce sont des gens sages.

Le contrat collectif est toujours en discussion. Le Comité de direction des réseaux, alors que la discussion était terminée et la mise au point faite, a fait déposer un nouveau projet — ce qui a eu pour résultat le renvoi devant le Comité de contrôle et le ministère des Travaux publics.

Nous ne le tenons donc pas encore et pour cela nous n'avons pas fait grand-chose pour hâter sa réalisation : du calme, du calme, de la discipline, fut le cri du jour. Résultat, on vient de le voir et ce n'est pas fini.

Et les 40 heures ? Notre calme a aussi eu les résultats escomptés, car si j'en crois les renseignements obtenus, l'application aurait lieu vers le 4 janvier 1937, mais pour les employés des bureaux et de la voie. En ce qui concerne les ateliers, dépôts, service électrique, exploitation, etc., etc., pas avant le mois de mai, les réseaux ayant besoin, disent-ils, de tout leur personnel pour préparer les transports à l'occasion de l'Exposition Universelle de 1937 ; puis, ensuite ce sera le service d'été et le tour sera joué ; la comédie continue. Faudra-t-il l'appliquer nous-mêmes ? Ce serait la bonne méthode.

Le patronat du rail escomptant une nouvelle situation politique nous refusera catégoriquement l'application des 40 heures. Si nous en croyons quelques tuyaux, l'embauchage se fait au compte-gouttes et avec une sélection sévère en plus. Sur vingt candidats par exemple, rare n'est pas le cas ou quatre, cinq sont retenus, acceptés.

Ces nouveaux entrants sont embauchés au prix de 36 et 39 fr. en moyenne par jour. Pour qui connaît le travail exténuant, malpropre et de sécurité qu'exigent l'entretien et la réparation des locomotives, un tel chiffre frise le scandale, alors que nos grosses « léguées » reçoivent comme étrennes des 100.000 francs, le modeste manœuvre, celui qui trime dans la graisse, dans les fosses, boîtes à fumée aussi bien le jour que la nuit, dans les courts des dépôts ouverts à tous vents, comme prime de fin d'année, ces camarades touchent royalement de 50 à 100 francs.

Le problème de la révision des salaires doit aussi se poser et immédiatement. Les plates-formes d'action ne manquent pas comme l'on voit.

Et la convention scélérate de 1921 signée par l'inoubliable Le Troquer après les grèves de 1920 masquant toutes améliorations des cheminots sans avis de l'ensemble des réseaux, qu'attend-on pour la remettre à l'ordre du jour ?

Quand on a lié son sort à celui d'un gouvernement on oublie facilement la situation faite à la classe ouvrière.

Et la situation des vieux cheminots retraités ? 76 et 7.000 fr. de retraite. Alors que nous savons que les milliards de la caisse des retraites ont été pillés, volés, dilapidés par les compagnies de chemins de fer. C'est un scandale.

Et le travail aux pièces. Quelle gabegie. Les réseaux ont utilisé quelques malheureux comme complices des chronomètres, puis création de sous-chefs chronomètres, chefs chronomètres, etc., etc., puis bureaux des temps, autant de poids morts, improductifs, et le pire est que nous rencontrons des camarades, des militants qui aujourd'hui vous déclarent carrément que si « le travail aux pièces disparaît, les parasseux auront la partie belle et qu'ils ne veulent pas travailler pour les fainéants, etc. » Le parasite, le fainéant ce n'est plus le bourgeois actionnaire, le haut fonctionnaire, non, c'est tout simplement le compagnon de travail. La bourgeoisie a bien fait son travail. Sur ce terrain là aussi on laisse aller doucement les choses et les délégués sont invités à contrôler le « bon » réa-

lis et intervenir près du personnel pour augmenter le rendement si le bon est plutôt faible. Comme action syndicale, c'est bien trouvé.

Comme grande politique syndicale réaliste, nous avons assisté au versement d'une partie des caisses syndicales et d'un appel syndical aux syndicats d'avoir à verser leurs économies dans les coffres du ministre des Finances Vincent Auriol.

Ca c'est épatant, nous n'aurions pas trouvé ça, nous. Comme conclusion nous avons vu que les quelques milliards versés ont été utilisés pour augmenter les primes des rengagements militaires, les soldes et l'augmentation des cadres militaires. Ça c'est du réalisme ou je ne m'y connais pas. Mais, si nous étions quelque peu curieux, il serait possible de savoir quel a été le montant des versements individuels de nos militants syndicaux.

Sur ce terrain-là je suis bien tranquille, les « généraux » nous ont appris qu'ils s'y connaissent en matière de stratégie, des décisions... pour les autres et les imbéciles.

Faire payer les riches, ceux qui peuvent doivent payer, prendre l'argent où il est. Rapelons-nous les imprécations d'Auriol contre les évasions de capitaux, les moyens ne nous manquent pas, disaient-ils, des ententes sont en cours d'exécution avec les banques étrangères. Résultat : deuxième emprunt Auriol pour les porteurs d'or seulement. Les marchands de canons ont encore de beaux jours. On dirait de l'époque lavalienne. Ça gaze !

L'arbitrage est à l'ordre du jour : arme à double tranchant. L'arbitre sera toujours un arbitre de classe, un privilégié « républicain ». Nous, nous ne nous faisons aucune illusion.

La solution sera toujours une question de force, qu'on le veuille ou non. Oui, avec l'arbitrage, il n'y aurait pas eu de grèves en juin 1936.

Oui, nous sommes pour l'action directe syndicale, occupation d'usines s'il le faut, car si ces occupations n'avaient eu lieu, les 40 heures, congés payés, délégués ouvriers, contrats collectifs, etc., etc., étaient encore du domaine des utopies et pour faire passer la réaction patronale actuelle, une nouvelle action syndicale est et sera encore peut-être nécessaire et le plus tôt sera le mieux ; ou, alors, attention au doute et au découragement, le fascisme a commencé par là.

ALAIN.

SAMEDI 2 JANVIER 1937

GRANDE FETE DE SOLIDARITE

à 20 h. 45 précises

au profit des miliciens espagnols

Salle Lepetit-Vergeat, Maison des Syndicats

33, rue de la Grange-aux-Belles

avec le concours de :

La Cloba de Barcelone

et

Celmas, Andrée Colin, René Dastang

Marthe Estibota, Musette Figaro,

Les Four Wilkiss, Jean Fraibero, Fréhel,

Gabriello, Henri Guérin, Raoul Guérin,

Matéo, René-Paul, Saint-Servan,

Paula Sandra

à minuit : Grand Bal de Nuit

(concours de tango)

Carte d'entrée : Concert et Bal : 6 francs

Grande Tombola gratuite, participation aux frais : 0 fr. 95.

Cartes d'entrée et billets de tombola en vente à la Maison des Syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles ; au Comité pour l'Espagne Libre, 203, rue d'Alsace ; au Libertaire, 9, rue de Bondy.

VOIX DE PROVINCE

LYON

POUR LA FORMATION
DE GROUPES DE QUARTIER

Depuis quelque temps la propagande anarchiste a pris de l'ampleur à Lyon. Ce sont toutes les semaines de nouvelles affiches à coller, de nouveaux tracts à distribuer, de nouvelles réunions à organiser.

Un seul groupe pour une ville comme Lyon est devenu insuffisant pour accomplir tout le travail que nous imposent les événements. Il est indispensable de constituer un noyau de camarades dans chacun des quartiers de la ville.

C'est dans ce but que j'ai formé le groupe de Vaise, il y a environ trois mois. Les esprits critiques, qui ne manquaient pas parmi nous, et qui de reste nous ont quittés depuis, ne manquent pas de se récrier « Nous ne sommes déjà pas si nombreux ici, que ceux-là faire dans un seul quartier ? C'est une véritable division, etc... » J'ai néanmoins persisté dans mon projet et les événements ont prouvé que j'avais raison. Dans un quartier où j'étais absolument seul nous sommes plus de vingt maintenant, avec parmi nous des militants comme Juillard dont le dévouement à notre organisation est au-dessus de tout éloge. Tous sont de nouveaux camarades, venant pour la plupart des partis politiques dont ils se sont dégoûtés. Loin d'être une cause de division la formation du groupe de Vaise a permis d'établir les premières bases de la Fédération du Sud-Est de l'Union anarchiste.

Eh bien ! Il faut que tous les quartiers suivent l'exemple de Vaise !

Pour lutter victorieusement contre les partis politiques de tout poil un recrutement massif s'impose. Et ce recrutement ne nous sera possible que grâce à l'existence de groupes de quartier menant une action active dans leur coin. Nombre de camarades commençant le matin leur journée de bonne heure hésitent à se rendre à une réunion loin de chez eux, mais adhèrent lorsque le siège du groupe est tout près.

Que tous se mettent à l'œuvre. Le temps des chapelles où les initiés se réunissaient gravement devant un café crème et discutaient pendant des heures sur les mérites respectifs de l'amour libre, le végétarisme ou la vasectomie est fini. Plus de discussion en vase clos, l'anarchisme est une doctrine très simple lorsqu'elle est simplement expliquée.

Nos jeunes réclament de l'action, il faut satisfaire leur légitime désir, si nos militants le veulent ils feront de telle sorte que Lyon redeviendra la capitale de l'anarchisme, la Barcelone française.

Maurice Lavorel.

P.-S. — Les camarades de Montplaisir désirant former un groupe de l'U.A. sont priés de s'adresser à Masneuf, 3 bis, rue Florent, à Montplaisir-la-Plaine.

CENTRES DE RAVITAILLEMENT
LOCAUX A LYON

Pour la Villette : Pernet, 92, rue Baraban.

Pour la Guillotière : Olive, 33, rue Dunon.

Pour Montplaisir : Maieuf, 3 bis, rue Florent.

VILLEURBANNE (VARIETES)

Ville de Réveillon, aussi moins de monde que d'habitude.

Néanmoins 250 auditeurs ne ménagent pas leurs applaudissements aux orateurs anarchistes quand ils appellent le prolétariat organisé à l'action pour le soutien matériel des révolutionnaires espagnols.

FEDERATION ANARCHISTE
DES BOUCHES-DU-RHON

L'assemblée générale

Assemblée générale, dimanche 4 janvier 1937, à 9 heures précises, Bar du Petit-Poucel, bd Dugommier.

Ordre du jour

1° Dernières dispositions à prendre pour les conférences filmées, ville et banlieue ; 2° Projet de fête ; 3° Affichage.

Les groupes de Saint-Henri, Saint-Antoine, Saint-Louis et Le Canet sont spécialement invités, ainsi que tous les groupes et individualités de Marseille.

Le secrétaire : Pascal.

LIEGE ET ENVIRONS

Les camarades désireux de se procurer régulièrement le « Libertaire » peuvent s'adresser à Camille Mattart, 36, place de la Liberté, Flémalle-Haute ; Jules Ledoux, 47, rue des Pitteurs, Liège ; Henri Monty, 197, rue de l'Echele, Seraing-sur-Meuse.

PARIS-BANLIEUE

X^e ARRONDISSEMENT

Le succès de nos causeries

Les controverses éducatives du Groupe anarchiste continuent et sont bien suivies. Jeunes communistes, socialistes, sympathisants, viennent aux causeries. Qu'ils prennent note que désormais elles se feront le premier et troisième lundi du mois et que le lundi 18 janvier 1937, à 20 h. 30, au café du Bouquet de Montmartre, au coin de la rue Buffault et de l'Ég Montmartre, une controverse aura lieu. Des livres, des journaux et une collection de brochures seront à la disposition de qui voudra les consulter.

AULNAY-SOUS-BOIS

Notre meeting anarchiste a eu un gros succès. Est-ce une raison pour que Magne en trahisse totalement l'esprit et essaie de nous diviser ?

Anarchistes français et espagnols, trotskistes, nous formons un Front Révolutionnaire que rien, pas même la colonne Magne, ne brisera.

Nous n'avons aucune confiance dans le gouvernement de Blum, ni dans celui de Caballero.

Nous n'avons confiance que dans l'action de masse pour abattre Franco là-bas, le fascisme ici.

Notre objectif est, contrairement au vôtre, non la conservation de la République bourgeoise, et l'exploitation du prolétariat par le capitalisme, mais la Révolution Sociale, avec l'abolition du salariat et de l'État.

En face des fascistes, des milices. En face du patronat, non pas prêter l'arbitrage obligatoire — cette trahison — mais pousser à la seule chance de victoire : la grève générale insurrectionnelle.

Des armes à l'Espagne ? oui. Des meetings, oui ; mais aussi des manifestations de rue et des grèves pour obliger Blum à lever l'embargo.

Travailleurs à l'action pour livrer des armes à l'Espagne contre Blum s'il le faut, voilà notre mot d'ordre.

Saï Mohamed.

Constitution d'un Centre de ravitaillement

Nous informons tous les antifascistes de Blanc-Mesnil, Drancy, Bobigny, Bondy, Le Bourget, Sevran, Vert-Galant, Vaujours, Courbron, Villeparisis, Villepinte, etc., d'un centre de ravitaillement des milices antifascistes d'Espagne, mandaté par celui de Paris, est ouvert à Aulnay-sous-Bois, 4, rue des Ecoles, à 450 mètres de la gare... Et de ne pas oublier de lui rendre visite.

SEVRAN-AULNAY

GRAND MEETING PUBLIC

Dimanche 3 janvier, à 14 h. 30
salle Trianon de Freinville à Sevran
LA REVOLUTION SOCIALE
EN ESPAGNE

Orateurs : Saï Mohamed, blessé au front de Saragosse Laurent, de la C.G.T.S.R., Douteau et Frémont, de l'Union Anarchiste.

GENTILLY

Le groupe organise le lundi 4 janvier 1937 salle Berthelot, 2, rue de la Mairie à 20 h. 30, à Gentilly une grande réunion publique et contradictoire sur : la religion, l'opium du peuple au service du fascisme et de la guerre.

Orateurs : A. Paterni et M. Douteau. Les partis socialiste, communiste, radical-socialiste et le curé ont été invités par lettre à venir apporter la contradiction. La plus entière liberté de parole devant être assurée à tous, amis ou adversaires, le groupe fait appel aux camarades des groupes environnants pour venir assurer le bon ordre de ces débats.

Participation aux frais : 0 fr. 35.

Ne parlons pas de corde...

Au meeting du 14 décembre à Gentilly, M. Beaugrand, maire, s'est permis à notre égard des écarts de langage qu'il convient de relever. Il a dit, en reprochant au secrétaire de la section S.F.I.O. de nous fréquenter, que les anarchistes étaient des provocateurs qui prenaient leurs mots d'ordre à la Tour Pointue. M. Beaugrand n'a rien inventé ; d'autres l'ont dit bien avant lui et parmi ceux-là qui hurlaient le plus fort les Celors, les Journa, les Jany, les Corman, les Marie Brant et sans compter les autres, plus près de nous le fameux Régner de Villejui ont tous mangé de l'anarchisme et ont tous été vidés des places de premier plan qu'ils occupaient au P. C. comme policiers ou provocateurs et eux sans aucun doute allaient chercher leur directives à la Tour Pointue, ce qui explique leur acharnement après les véritables révolutionnaires. Un moyen bien simple existe pourtant : le gouvernement de front populaire actuel possède un ministre de l'Intérieur S.F.I.O., les communistes le soutiennent et pour lui, ils ont donc la possibilité de faire ouvrir les dossiers de la Préfecture de Police et de dénoncer les provocateurs anarchistes, pourquoi ne le font-ils pas ? Nous attendons et attendrons longtemps et pour cause.

De grâce, M. Beaugrand, ne parlons pas de corde dans la maison d'un pendu.

Le groupe Banlieue-Sud.

IVRY-CENTRE, 13 JANVIER 1937

Salle Basse, place Bac

Causerie par Armand : « Qu'est-ce qu'un anarchiste ». Les préjugés sur l'anarchisme : la vérité sur les anarchistes. (Participation aux frais : 1 fr.)

SECTEUR NORD-EST

Succès de la réunion de secteur

La presque totalité des groupes était représentée à cette réunion, signe certain que des copains se rendent compte de la nécessité de resserrer nos contacts. La situation a été examinée par un camarade, et deux copains ont accepté de se rendre dans les groupes pour donner un exposé d'ensemble de la réunion, de manière à ce que nous soyons prêts à agir au moment voulu.

Pour les communications urgentes, passer par le « Libertaire » qui transmettra.

Jary.

SURESNES-PUTEAUX

Soirée Cinématographique organisée par les groupes libertaires de Suresnes-Puteaux, à la Salle des Fêtes de la Mairie de Suresnes, le mardi 5 janvier, à 20 h. 30.

« La prise de Siétamo »

par les colonnes Durruti

avec commentaires du camarade Lapeyre, suivi d'un meeting sur les événements d'Espagne.

Prix des cartes : 3 fr. et 1 fr. 50, au bénéfice de nos camarades espagnols.

Groupe de Nogent

GRANDE CONFERENCE PUBLIQUE

VENDREDI 15 JANVIER A 21 h.

Salle Camus à Nogent

QUE VEULENT LES COMMUNISTES LIBERTAIRES ?

Orateurs :

R. Frémont, Roger Goudry

Participation aux frais 0 fr. 95

C. G. T. S. R.

FEDERATION NATIONALE DES TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE, DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

(VIEILLE FEDERATION)

Siège : Maison des Syndicats,

33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris-X^e

..CONGRES FEDERAL LE 8 JANVIER

Les Syndicats fédérés sont informés qu'il aura lieu salle Pagès, 10, bd Beaumarchais, Paris (XI^e). La séance commencera à 9 heures du matin : les délégués de province qui arriveraient la veille pourront s'adresser au siège de la Fédération.

La Commission Exécutive fédérale se réunira dimanche 3 janvier, à 10 heures, au siège du S. U. B., à Carrières-sur-Seine. Présence indispensable.

Pour le Bureau fédéral, l'un des Secrétaires, J. S. Boudoux.

A Ivry

Les camarades d'Ivry et région sont invités à assister à la réunion constitutive du Syndicat Unique du bâtiment et des travailleurs. Les camarades secrétaires de la vieille Fédération du bâtiment, J.S. Boudoux et A. Lucas y exposent les raisons qui militent en faveur du groupement des forces anarcho-syndicaliste au sein de la C.G.T.S.R.

Réunion au siège, place Bac, salle Barré, le vendredi 1^{er} janvier 1937 à 20 h. 30.

Une plaquette de Durruti

Des plaquettes en bas-relief, de nos camarades Ascaso et Durruti, en 40x35 caractères ont été éditées par le LIBERTAIRE, et sont mises en vente au prix de 20 fr. l'une, et 35 fr. les deux. Port et emballage en plus pour la province : 7 fr. 50. Ces plaquettes, sculptées par le camarade Marcos, et exposées au LIBERTAIRE, sont vendues patinées ou aux couleurs de la F. A. I.

Le 8 JANVIER
à WAGRAM

Quelle est la signification exacte des événements qui se déroulent de l'autre côté des Pyrénées ?

Quelle sera l'organisation sociale qui surgira des efforts gigantesques que déploie l'admirable peuple espagnol dressé contre les hordes sanglantes du fascisme ?

La-bas, le peuple, le peuple tout entier, dans une magnifique élan collectif, met en valeur les richesses que le sol recèle en son sein.

Chaque se souvient de l'étonnement d'un de nos confrères constatant de visu les facultés organisatrices de cette phalange libératrice qui se trouve, à l'avant comme à l'arrière, à la pointe du combat.

Sous son énergie impulsion, le travailleur retrouve ses droits, reprend la place qu'il doit occuper dans la Société : la première.

Dans les régions libérées du joug hideux du fascisme, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, les syndicats démontrent leur puissance productrice, leur initiative, toute au service de la nouvelle économie.

En Catalogne, en Valence, en Aragon, des milliers et des milliers d'êtres construisent une société fraternelle, sans Dieu ni Maître : La Société Communiste Libérée.

Plusieurs d'entre eux, nos camarades Ramon Sene et Miralles, pour le Syndicat unique de la Construction de Barcelone (C. N. T.), Antonia Martin, du Comité d'administration du peuple de Puigcerda (F.A.I.) seront à Paris,

LE 8 JANVIER A WAGRAM

VENDREDI 8 JANVIER 1937

à la salle Wagram où ils vous diront quels sont leurs efforts et les réalisations qui s'en suivent.

Retenez cette date et venez nombreux.

AUTOUR DU CONGRES
DES FONCTIONNAIRESLE FRONT POPULAIRE
CONTRE LE DROIT SYNDICAL

Dans le « Libertaire » du 24 décembre 1936, nous avions signalé la vive émotion produite parmi les fonctionnaires par une attaque du ministère de la Guerre menaçant une catégorie de ses employés coupables de vouloir se syndiquer. Nous sommes en mesure aujourd'hui de publier les passages essentiels de la lettre du secrétaire général de la Guerre, un certain Jacomet : « La circulaire du 15 mars 1933, relative au droit d'association et à l'exercice des droits politiques des agents militaires étant toujours en vigueur, je constate avec regret que vous persistez à faire état dans la publication de correspondances adressées par vous à l'administration, du titre de secrétaire général du Syndicat des agents militaires... »

...Il constitue en tout cas un encouragement pour les agents militaires qui font partie du syndicat, à persévérer dans une attitude irrégulière, incompatible avec l'observation des règles de la discipline militaire auxquelles ils sont astreints dans l'exercice de leurs fonctions... »

« Je conserve l'espoir qu'il m'aura suffi de vous faire connaître ma manière de voir à ce sujet pour que cessent toutes manifestations publiques, d'ailleurs stériles, de l'existence irrégulière d'un syndicat non agréé... »

La menace est précise et catégorique. Ce n'est pas le cas de ces fonctionnaires en l'honneur qui importent d'ailleurs. Il est révoltant de voir des prolétaires accepter de faire en tant que salariés la besogne du ministère de la Guerre que les soldats ne font que contraints et forcés par la conscription et la mobilisation.

Mais quand parmi ces victimes naît une lueur de protestation (quand ils se tournent vers l'organisation syndicale, c'est un fonctionnaire de Front populaire qui s'élève pour écraser ce commencement de redressement. Et n'est-il pas plus étonnant encore de constater que sous le ministère précédent, sous le ministère Sarraut, ce syndicat d'agents militaires était pratiquement toléré puisque le secrétaire était reçu au cours des pourparlers.

Le Front populaire tombant plus bas que Sarraut ! Jusqu'où descendra-t-il ?

N. Lenoir.

Une conférence d'Yvon

Que sont devenus les Syndicats en U.R.S.S. ?

Au moment où le Parti communiste redouble d'efforts pour envahir, afin de le domestiquer, le mouvement ouvrier français nous estimons, à notre tour, qu'il faut redoubler nos efforts pour faire connaître aux travailleurs d'ici ce que la politique dite communiste, a fait des travailleurs de là-bas, de leurs syndicats.

Ceux qui pensent que le Syndicat porte en puissance la volonté et la capacité des travailleurs, d'atteindre à la direction de la société future, et qu'il doit en toutes circonstances se déterminer lui-même, doivent savoir qu'en U.R.S.S. les Syndicats sont devenus un attribut de l'Etat tout-puissant, un rouage spécialisé dans la technique de l'exploitation des travailleurs.

Le camarade Yvon fera le vendredi 8 janvier à la Maison du Peuple du 40^e arrondissement, 48, rue Parmentier (Métro Goncourt), une conférence sur le sujet suivant : « Ce que sont devenus les syndicats en U.R.S.S. »

C'EST LE DIMANCHE

10 JANVIER

Salle Renée Maubel, 10, rue de l'Orient qu'aura lieu la prochaine

Matinée Artistique

du

" LIBERTAIRE "

avec un programme entièrement renouvelé.

Prenez vos dispositions pour y assister.

GROUPE ARTISTIQUE

La prochaine répétition aura lieu le jeudi 7 janvier à 21 heures, salle Jean-Bart, 75, Fg Saint-Martin. Prière à tous les camarades susceptibles de nous prêter leur concours lors de nos prochaines fêtes, d'y être présents.

LA VIE DE L'U.A.

APRES LE CONGRES DE LYON

Y A-T-IL CARENCE
DE LA COMMISSION ?

La commission nommée au Congrès de Lyon nous a fait parvenir, voici une quinzaine de jours, aux fins d'insertion, la note suivante :

A la suite des diverses démarches de la commission et des positions prises de part et d'autre, la commission s'est séparée en votant l'ordre du jour suivant à porter à la connaissance de tous les camarades :

« Par suite de la décision de la C.N.T. en plénum, se chargeant de réunir tous les efforts des organisations anarchistes et syndicalistes, et ayant convoqué une réunion des militants des trois organisations pour tenter l'unité, la commission désignée au Congrès de Lyon a donc sa tâche terminée. »

Le ton de cette note nous a surpris. D'autant plus que les militants de l'Union Anarchiste et du Comité pour l'Espagne libre étaient tombés d'accord avec les délégués de ladite commission pour faire une entente la plus large avec les groupements anarcho-syndicalistes.

Si cette entente n'est pas faite ce n'est pas par notre faute. La Commission le sait parfaitement bien.

Et le sachant, pourquoi ne le dit-elle pas ?

L'UNION ANARCHISTE.

LE COMITE POUR L'ESPAGNE LIBRE.

NOTE DU TRESORIER DE L'U. A.

Les groupes sont invités à régler les cotisations mensuelles ainsi que les cartes 1936 le plus rapidement possible.

Commission administrative. Réunion lundi 4 janvier au local habituel.

C. I. de la Fédération Parisienne. Réunion samedi 2 janvier, à 21 h., au local du « Libertaire ». Tous les groupes devront être représentés.

V^e et VI^e. — Réunion tous les jeudis à 20 h. 30 rue Broca.

IX^e. — Militants et nouveaux adhérents sont convoqués au lieu habituel, lundi prochain, pour une communication importante.

X^e. — Réunion tous les mercredis à 20 h. 30, café des Deux Hémisphères, 65 faubourg Saint-Martin.

XII^e-XIII^e. — Mercredi 6 janvier, à 20 h. 30, 170, rue Saint-Antoine.

XIII^e. — Les camarades disponibles sont priés de passer 6, rue Gérard, le vendredi, samedi et dimanche matin pour la vente du Libertaire.

XIV^e. — Réunion du groupe tous les vendredis à 21 h., au 36 rue de Vanves. Tous les camarades sont priés d'être présents à la réunion de ce soir vendredi.

XVI^e. Billancourt. — Tous les lundis, réunion à 21 h., chez Cuvelier, 50, avenue des Moulins, à Billancourt.

Groupe du XVII^e. Saint-Ouen. — Le groupe se réunira le samedi 2 janvier, au café, 170, avenue de Cligny.

XVIII^e. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, au Bar des P. T. T., 49, rue Duhesme.

Les 1^{er} et 3^e jeudis, réunions ouvertes aux sympathisants.

XIX^e. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, salle du Café, 169, rue de la Grèce. Les copains disponibles doivent venir nombreux, aux lieux de nos réunions tous les samedis à 14 h. 30, et le dimanche matin à 8 h. 30, pour la vente à la criée du « Libertaire ».

Porte Maillot. — Les anarchistes et sympathisants habitant le quartier Maillot, les Ternes, Passy, Neuilly, sont invités à la réunion de constitution d'un groupe mercredi 30 décembre au café Biard, 70, avenue de la Grande Armée (salle du fond).

Argenteuil. — Réunion samedi 9 janvier, à la Maison du Peuple.

Aulnay-sous-Bois (Vieux pays). — Réunion samedi 9 janvier, café Maniot, derrière la Mairie.

Bagneux. — Tous les lundis soir, à 20 h. 30, avenue Aristide-Brunet, côté Vercors.

Vente du « Libertaire » tous les dimanches matin, rendez-vous au café Vercors, à 8 h. 30.

Bagnolet. — Prochaine réunion du groupe, mardi 5 janvier, à 20 h. 30, maison Farmenier, 27, rue Hoche.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont priés de venir trouver le « Libertaire » toutes les semaines chez le dépositaire de journaux, avenue de Drancy.

Courbevoie-La Garenne. — Vendredi 8 janvier, à 20 h. 30, 7, avenue Marceau, à Courbevoie.

Charenton. — Formation du groupe mardi 5 janvier, à 20 h. 30, 37, quai des Carrières.

Glamart. — Réunion du groupe tous les jeudis à 20 h. 30, 39, rue de Paris.

Clichy-Asnières. — Dimanche matin 3 janvier, à 9 h. 30, 102, quai de Clichy.

Colombes. — Le groupe se réunira tous les vendredis au bar « Colombia », 56, rue de Saint-Denis. Des réunions de propagande ouvertes aux sympathisants tous les mois. Se faire inscrire au vendeur du « Libertaire », au marché.

Drancy. — Le groupe se réunira tous les samedis à 20 h. 30, salle Passetion, 50, avenue Marceau.

Ermont et environs. — Les copains de Saint-Gratien sont invités de se mettre en rapport avec le groupe d'Ermont. S'adresser, 104, rue d'Ermont, à Saint-Gratien.

Gennevilliers. — Vendredi 1^{er} janvier, à 20 h. 30, 90, rue Saint-Denis.

Ivry. — Réunion du Groupe, place Bac, Ivry-Centre, tous les jeudis, à 20 h. 30.

Ivry-Gargan. — Tous dimanche 3 janvier, à 14 h. 30, au meeting, salle Trianon de Freinville (Freinville-Sevran).

Malakoff, Vanves, Châtillon. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, salle de la Coop, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff.

Tous les camarades sont priés d'être présents à la prochaine réunion.

Montreuil. — Réunion du groupe tous les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois à 20 h. 30 permanence et vente du « Libertaire » de 10 h. à 12 h.

Nogent-sur-Marne. — Tous les jeudis, à 21 h., chez Barreau, 90, Grande-Rue, à Nogent.

Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunira tous les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, au café du Silex, avenue Pige, face à la mairie.

On trouve le Libertaire, chez Dujardin, libraire, 27, av. J.-Jaurès et à la criée : le samedi matin au marché des Ecoles ; le samedi après-midi et le dimanche matin dans tout le Pré.

Pr

LES FLCS A L'ACTION !

Sous le Gouvernement Laval;
les fonctionnaires manifestaient
aux cris de : Daladier au pouvoir !...
La police avec nous !...

Après les brutalités de mardi
ont-ils compris ?

Chez les Métallurgistes

A l'assemblée des délégués d'usines
et responsables des sections syndicales

La salle de la Grange-aux-Belles était bondée par tous les délégués d'usines venus pour avoir des renseignements sur la marche des pourparlers entre le Syndicat patronal et le Syndicat ouvrier au sujet de l'augmentation des salaires de 15 % et ils étaient surtout venus pour examiner de quelle façon les métallurgistes du Nord, en grève depuis plus d'un mois pourraient être soutenus par leurs frères d'industrie de la région parisienne.

Ce dernier problème d'une si grande importance fut tranché, il faut le reconnaître, d'une façon nette et définitive; mais la solution fut établie par les bureaucrates et non par les syndiqués eux-mêmes comme la logique l'exigeait.

Comment les représentants des sections d'usine auraient-ils pu faire valoir leur opinion quand la totalité du temps de parole fut prise par cinq dirigeants du Syndicat et un de la Fédération ? Il s'agissait là d'une tactique bien calculée parce que ces bureaucrates savaient que beaucoup de délégués n'approuvaient pas la façon de voir des dirigeants.

Il apparut d'après l'exposé de Poirot que la revendication sur le rajustement des salaires devait se limiter à 10 0/0. Pourquoi la première formule de 15 0/0 a-t-elle été abandonnée ? Mystère ! En tout cas les patrons ont répondu en décidant d'attendre la publication de l'indice officiel du coût de la vie. On sait que celui-ci est toujours en dessous de la réalité, lézant ainsi les intérêts ouvriers.

Timbaud, autre secrétaire, appuya l'exposé de Poirot, mais dans la salle de nombreux délégués marquèrent leur impatience, exigeant un débat sur les grèves en cours et rappelant à l'orateur l'action directe des ouvriers en juin. Timbaud se déclara toujours d'accord avec les occupations d'usines; mais il usa d'une formule démagogique, affirmant qu'il fallait avoir « des peaux de saucisson sur les yeux pour comparer la situation de juin à celle de décembre ». Cela ne convainquit pas tous les délégués, car nombreux étaient ceux qui pensaient aux 19.000 camarades en grève, attendant non pas des discours plus ou moins longs, mais une solidarité plus efficace. Il combattit en fin de son exposé « la chaussette à deux », que certains tentaient de renouer envers les ouvriers fascistes à l'intérieur des usines. Cela aussi étonna bien des délégués qui, y quelques mois à peine, avaient entendu Timbaud soutenir une thèse absolument opposée. Chacun comprit : pour se maintenir à la direction des Métaux, il faut être dans la ligne du parti communiste ou s'en aller.

Puis ce fut le tour de Semat, secrétaire fédéral, s'occupant actuellement des grèves en cours, chargé de « réchauffer » la salle ; en effet, dans celle-ci une minorité ayant une certaine importance encaissait mal les méthodes d'action suggérées par les deux secrétaires. Il reconnut le juste droit de discussion (discussion qui ne put d'ailleurs avoir lieu) ! montra que le Syndicat des Métaux avait sollicité fait l'économie d'une grève pour les 40 heures, mais Semat se garda de rappeler que cette réforme avait été obtenue par la vague des grèves de juin et par la volonté manifestée des dizaines de milliers de métallos acclamant la grève si la semaine des 40 heures n'était pas introduite immédiatement.

Semat déclara que le moment de faire l'autocritique de la grève du Nord n'était pas venu et que l'on s'expliquerait plus tard avec ceux qui voulaient aller trop fort. Il fit connaître à l'assemblée la nouvelle tactique des éléments fascistes qui prennent les deux cartes syndicales (à la C.G.T. et au Syndicat fasciste) pour pouvoir, au moyen de critiques désagréger l'organisation syndicale, lutte de classes. Cette tactique existe, mais nous dénonçons le procédé odieux consistant à présenter toute critique, toute opinion de minorité, comme émanant de fascistes et présentant ainsi aux yeux des syndiqués de fraîche date, de bons camarades, comme des provocateurs, agents du fascisme, de la Gestapo.

Le secrétaire fédéral déclara également qu'il ne fallait pas moins de treize coups de téléphone pour que les représentants du Syndicat des métaux puissent avoir une entrevue avec le « tacticien » Daladier, notre actuel ministre de la guerre, ce mensonge du gouvernement se répandit en fin de compte par une fin de non recevoir, prouvant par cela même que la classe ouvrière du nord en cette matière le comité des forges, agent direct du capitalisme, ne l'intéressait guère. Semat déclara que le syndicat des métaux n'était pas hostile à la réquisition des usines par le gouvernement, mais qu'il poserait cela au son heur : les ouvriers devant une telle déclaration doivent être très vigilants et se rappeler la fameuse réquisition de l'usine de guerre Sautter et Harlé ou soixante-huit camarades furent jetés à la rue malgré la réquisition qui ne fut qu'une ruse de la part du gouvernement et du patron contre les ouvriers en grève.

A ce moment revint une délégation venant de la présidence du Conseil. Daury, secrétaire général, fit le compte rendu de l'entrevue avec Jules Moch, secrétaire général à la présidence du Conseil. Blum, dit-il, promit de recevoir la Fédération des Métaux pour le lundi suivant ou serait examinée la question des salaires, selon l'indice du coût de la vie, une augmentation aurait effet rétroactif à la date du 1^{er} janvier, enfin il fut décidé une sortie de 5 minutes avant l'heure des ouvriers métallurgistes pour se rendre en cortège au meeting de protestation du Vel d'Hiv.

Que penser de cette assemblée ou une réaction assez forte de la part des délégués d'usine se fit entendre, réaction contre les dirigeants du syndicat ? Cela est, en somme, assez compréhensible par le manque de démocratie qui régnait dans cette assemblée où les délégués ne purent apporter leur point de vue sur les conflits actuels et s'expliquer sur les méthodes d'action préconisées par les secrétaires du Syndicat et de la Fédération.

Continuer de telles méthodes, vouloir balancer les délégués qui ne sont pas d'accord avec la direction en faisant parler les secrétaires pendant une heure et lever la séance est un jeu dangereux pour la bonne harmonie à l'intérieur du Syndicat. Il ne suffit pas de réclamer, de clamer : « Discipline ! », il faut que celle-ci soit discutée pour être librement consentie. Les responsables du Syndicat des Métaux le comprennent-ils à temps ?

L'ŒIL NOIR.

L'IMPOSSIBLE CONCILIATION

Décidément les champions de la paix sociale ont du pain sur la planche.

Tandis qu'ils s'emploient à calmer les esprits en recherchant le moyen de concilier les intérêts en présence, par l'arbitrage obligatoire avant toute grève ou lock-out, les conflits éclatent de toutes parts.

Les sénateurs ont même réussi à faire admettre une clause selon laquelle les décisions des arbitres, provisoires ou définitives, seront sans appel.

Hélas, la réalité sociale vient chambouler tous ces beaux projets, d'ailleurs inopérants puisque le gouvernement n'a osé prévoir aucune sanction à l'égard des contrevenants.

De fait, après s'être soumis à la procédure d'arbitrage, les patrons métallurgistes du Nord ont envoyé promener les arbitres gouvernementaux qui leur contestaient le droit d'user de représailles à l'égard des « meneurs ».

De même les travailleurs de l'alimentation parisienne ont refusé d'accepter l'arbitrage du représentant gouvernemental qui se traduisait pour eux par des diminutions de salaires tandis que le coût de la vie ne cesse de monter.

Ainsi la procédure d'arbitrage obligatoire, légalisée ou non, se révèle incapable de résoudre une situation qui reste dominée par le rapport de force des éléments en présence. La lutte de classe continue sur le terrain de l'action directe faisant fi de toutes les précautions juridiques des politiciens froussards ou profiteurs.

Alors que l'on interdit le droit de grève, que l'on réclame le respect du droit de propriété et de la liberté du travail, les occupations d'entreprises n'en continuent pas moins et la chasse aux jaunes se poursuit sur une large échelle. C'est la réponse ouvrière aux endormeurs de la collaboration des classes. Les travailleurs savent en effet, par expériences, que ce sont les seules méthodes qui leur ont réussi

pour faire cesser les prétentions d'asservissement du patronat.

Cependant en vertu de la légalité bourgeoise appliquée sous le gouvernement de Front populaire, 26 militants ouvriers du Nord sont poursuivis pour entrave à la liberté du travail. Dans les usines occupées les ouvriers reçoivent du papier timbré les condamnant à de fortes amendes pour violation de domicile.

Gouvernement et bourgeoisie se retrouvent d'accord pour faire appliquer la « justice égale pour tous » et défendre les intérêts des détenteurs du capital.

Les dirigeants syndicaux qui déclarent que la continuation des occupations d'usines est préjudiciable aux intérêts ouvriers, qui vont même jusqu'à déclarer que sous un gouvernement de Front populaire la grève n'est pas nécessaire pour obtenir des améliorations, sont-ils qualifiés pour protester contre ces mesures de répression ?

En réalité la classe ouvrière, consciente de sa force démontrée en juin, ne doit compter que sur elle-même pour mener la lutte revendicative par les méthodes d'action directe, qu'elle devra imposer à la fois à ses dirigeants et aux patrons.

Elle se doit de parer à l'insuffisance gouvernementale pour mettre à la raison les magnats des trusts et de la finance qui, spéculant sur la dévaluation et l'augmentation des salaires, organisant le renchérissement du coût de la vie sans contrepartie pour le pouvoir d'achat ouvrier.

Pourtant le gouvernement s'était fait octroyer en octobre dernier le pouvoir d'intervenir au cas où la hausse du coût de la vie entraînerait une révision des conventions collectives relatives aux salaires. Or, quoiqu'il en soit l'actualité ouvrière sait que, malgré la différence chaque jour plus accentuée entre le prix des produits et les salaires, ces interventions furent

à peu près nulles et ne se produisirent que lorsque les ouvriers commencèrent à se fâcher.

Aujourd'hui la commission des indices, peu suspecte par sa composition de jouer en faveur des intérêts ouvriers, avoue une hausse d'au moins 15 % du prix des produits. C'est donc, à ce point de vue, les avantages conquis en juin supprimés et la justification de la revendication ouvrière pour le rajustement des salaires. A nouveau l'échelle mobile est à l'ordre du jour, va-t-on encore laisser passer l'occasion ?

La grande colère des métallos parisiens s'est traduite par une grève d'avertissement de cinq minutes. 20.000 heures de travail perdues pour la défense nationale, riposte ironiquement un plumeau de l'Intran à l'adresse des dirigeants patriots de la Fédération des Métaux qui utilisent à tout instant cet argument contre les patrons. En tout cas, sans contester l'utilité de la grève limitée en certaines circonstances, l'expérience démontre qu'il faut actuellement trouver autre chose pour forcer la rapacité patronale.

Au surplus, qu'attendent donc les chômeurs, qui sont les grandes victimes de cette situation pour exiger autre chose que des délégations dans les ministères et des promesses jamais réalisées ?

Qu'attendent-ils pour exiger l'application intégrale des 40 heures, qui doit leur procurer du travail ?

Ici et là, les anarchistes, les syndicalistes révolutionnaires, ont une immense besogne de redressement à accomplir. Ils ne doivent pas s'y dérober.

1936 a vu la volonté ouvrière près d'en finir avec le despotisme patronal.

1937 doit nous orienter définitivement, par l'extension du contrôle ouvrier et l'action directe, vers l'émancipation du travail et l'expropriation capitaliste.

N. FAUCIER.

DANS LES BOITES ET SUR LES CHANTIERS

A LA CHAUDRONNERIE LEGERE

Mise au point

Dans le dernier numéro, j'accusais les délégués de cette boîte de ne pas avoir fait le nécessaire pour empêcher quatre ouvriers d'être mis à pied pour huit jours alors que précédemment, d'autres compagnons faisaient des heures supplémentaires. Après une entrevue avec les délégués, il s'avère plus exactement que ces camarades ont réussi à limiter les intentions patronales et que les heures supplémentaires ont été récupérées.

Soucieux des intérêts du mouvement syndical, je rétablis volontiers les faits regrettant d'être limité par la place.

Lucio.

CHEZ BRANDT

Si la collision des « Syndicats professionnels » était encore à démontrer, nous pourrions en offrir ici une nouvelle preuve par les faits suivants qui sont actuellement de pratique courante chez Brandt à Châtillon.

Le Syndicat « Maisons » agrège ses bulletins d'adhésion du cachet de la direction. Cette dernière, obligée par la résistance ouvrière, à prendre une sanction, a octroyé au « dissous » pris sur le fait une mise à pied de huit jours.

Puisque l'époque est propice aux vœux, faisons-en un pour que la nouvelle direction militaire témoigne d'un peu plus d'égards à l'égard des C. d. F., sinon nous emploierons le seul mode d'action qui s'impose : l'action directe et, si besoin est, la violence physique.

CHEZ RENAULT. A L'USINE O

Confusion

Une des manifestations importantes de la vie de notre section syndicale, à savoir notre assemblée générale du 15 décembre, attendue pourtant avec un certain intérêt, s'est vue en grande partie déviée vers une propagande politique, toujours grâce à l'ingérence communiste dans l'activité propre des syndicats.

Il a été question, mais en consacrant très peu de temps, de la lutte à mener pour rattraper un peu de la valeur de nos salaires, rongés par la cherté de la vie; combien ce mot d'ordre de la grève de cinq minutes et sans arrêter les moteurs paraît hésitant en face de la volonté de lutte arrogante des patrons.

La pression de ceux-ci sur l'existence même des délégués s'exerce sournoisement; le nombre d'heures qui leur est toléré pour faire les démarches et enquêtes dues à leur fonction est extrêmement faible. Ainsi, sur l'ensemble de la paie des délégués, ceux-ci perdent 500 francs de salaire; la proposition faite à la section repose sur l'éternel principe de « faire payer les patrons » en prélevant dix sous par ouvrier et par semaine pour indemniser cette perte.

D'autre part, la nouvelle dévolue en pleine assemblée générale du départ du secrétaire de la Section, un nommé Lagache, emportant la caisse, doit nous inciter plus que jamais à surveiller et contrôler de très près le fonctionnement rigoureux de tous les fonctionnaires syndicaux, depuis le secrétaire de la section d'usine et jusqu'au secrétaire général de la C. G. T.

Un Métallurgiste.

A LA SOCIETE FRANÇAISE

GARDY

La chasse aux ex-confédérés

Au cours des derniers congrès syndicaux des voix s'élevaient élevées signalant que les dirigeants communistes tout en flirtant avec les personnalités influentes de l'ancienne tendance confédérée, luttent pour en provoquer la défection, non par le simulacre d'une grève, mais par une occupation massive, simultanée dans toute la région parisienne, occupation protégée par des milices d'usine; extension du rôle des délégués, plus d'heures payées pour qu'ils puissent remplir sérieusement leur tâche en y incorporant le contrôle des renvois, en élargissant le contrôle rigoureux de tous les fonctionnaires syndicaux, depuis le secrétaire de la section d'usine et jusqu'au secrétaire général de la C. G. T.

Je tiens à témoigner en citant mon cas personnel combien ce despotisme est réel. J'avais fait partie du comité de grève en juin aux établissements de la Société Française Gardy; la masse me confia sa confiance en m'élisant délégué du personnel dès le 4 juillet et cela par 307 voix sur 347 votants. Mais voilà je suis un « ex-confédéré » et dans le présent je continue à rester un anti-politique. Aussi à la Commission exécutive de la section syndicale, ai-je en toute occasion montré le mal que peut faire « la politique », c'est-à-dire le parlementarisme, la soumission aux calculs de l'électoralisme, la tactique des coteries appelées partis, découragement et écartement des ouvriers voulant s'émanciper, se libérer de leurs chaînes.

Toutefois, le pire de mes crimes fut, crime inextinguible, de défendre à l'Assemblée générale du 30 novembre, la thèse de l'incompatibilité des mandats politiques et syndicaux, me permettant même de contredire Hamel, le secrétaire de l'Union locale d'Argenteuil. Des « ordres » furent donnés aux membres de la Commission exécutive dont la majorité se conduisit comme des domestiques décidant mon exclusion eux-mêmes sans consulter les ouvriers de l'usine : 30 voix contre 6 et l'abstention firent adopter cette décision tiquée.

C'est en vain que j'essayai de faire comprendre aux orateurs bouffés les répercussions de leur décision sur la lutte syndicale dans cette usine où sur 530 ouvriers et ouvrières, les deux tiers de l'effectif sont formés par des femmes ; 30 voix initiales aux luttes de tendances et pouvant par désappointement abandonner l'organisation.

Les conséquences ne se firent point attendre : N'étant plus membre de la C.E., je ne pouvais rester délégué, pour ne pas rompre la cohésion des démarches, je démissionnai. Trois autres délégués d'atelier quittèrent la C.E. en protestation, ce qui fait que 4 ateliers (sur les plus importants) ne sont plus représentés.

Mais qu'est-ce que vous voulez que ça fasse aux « politiciens » communistes qui dirigent le syndicat d'Argenteuil ?

N. Juliet.

LE MOUVEMENT SYNDICAL

Au Congrès de l'U.D.S. de l'Adour

Nous publions ci-dessous deux motions qui ont été présentées et défendues par notre camarade Catalogne au Congrès de l'Union Interdépartementale des Syndicats de l'Adour (Landes et Basses-Pyrénées) qui s'est tenu à Bayonne les 19 et 20 décembre. Sans doute ces motions n'ont-elles pas été adoptées par le Congrès. Mais, en dépit des manœuvres des chefs de file communistes et de l'intervention de Racamond, délégué de la C.G.T., qui contrôla tous les débats, nous croyons pouvoir affirmer qu'elles ont fortement impressionné les congressistes qui y ont trouvé l'écho de leurs préoccupations et de leurs inquiétudes.

Au cours de son intervention notre camarade s'attacha à montrer que la politique actuelle de la C. G. T. ne répondait pas aux vœux du prolétariat et que les déceptions qui se manifestent aujourd'hui, après les exaltantes journées de juin, au sein de la classe ouvrière, ont leur source dans l'attitude réactionnaire du bureau confédéral qui ne suit pas enlacer les masses vers la victoire, mais qui, prisonnier de l'équivoque du front populaire, recherchant la collaboration systématique avec le gouvernement, travailla à freiner le mouvement syndical.

Aujourd'hui, la même politique prévaut. Le parti communiste s'efforce de l'implanter contre l'intérêt évident des travailleurs. Partout, il travaille, selon ses méthodes habituelles, à s'installer aux postes de commandement, à la tête des Fédérations et des Unions Départementales. Il y tolère les militants socialistes que dans la mesure où ceux-ci les servent avec docilité et en attendant de se débarrasser d'eux au prochain tournant. Cette conduite implacable du syndicalisme pour en faire l'instrument d'un parti préparait de tristes lendemains à la classe ouvrière si celle-ci ne se décidait pas à réagir. On a pu parler sans invraisemblance d'une nouvelle scission syndicale dont les communistes seraient les artisans et les bénéficiaires. C'en est trop ! Il est temps que les syndicalistes de toute nuance fassent front contre cette menace mortelle et reviennent, contre les politiciens, aux positions traditionnelles d'indépendance du mouvement ouvrier vis-à-vis des partis et des gouvernements quels qu'ils soient.

Le Syndicalisme est majeur. Il ne doit pas se laisser mettre en tutelle par les moscovitaires. Il définira seul sa politique intérieure et extérieure. Il s'opposera aux lois de réaction qui prétendent restreindre ses droits sous le couvert de la conciliation et de l'arbitrage obligatoire. Il affirmera sa volonté d'aider directement et sans réserve nos camarades espagnols luttant contre le fascisme.

Les anarchistes peuvent beaucoup pour faire triompher, partout où ils ont quelque influence, cette double et essentielle revendication.

MOTION CONCERNANT LES RAPPORTS DE LA C. G. T. ET DU GOUVERNEMENT

Le Congrès, se référant aux déclarations de Jouhaux au C. C. N. du 7 décembre, concernant les rapports de la C. G. T. et du Gouvernement, Affirme que la Charte fondamentale du Syndicalisme fait à celui-ci un devoir de conserver une indépendance absolue vis-à-vis de tous les gouvernements ;

Proteste contre le passage de discours du Secrétaire général de la C. G. T. (Peuple du 9 décembre), dans lequel celui-ci prétend que la

C. G. T. n'entend pas faire d'opposition « à un gouvernement qui est le sien, qu'elle a voulu, qu'elle a défendu et qu'elle entend défendre envers et contre tous » ;

Regrette que la C.G.T. semble ainsi s'orienter de plus en plus vers une politique de collaboration systématique avec le gouvernement ;

Signale que cette politique, si elle devait se prolonger enlèverait au mouvement ouvrier son originalité, son prestige et sa force en dissimulant cette vérité que « l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » et en donnant à ceux-ci le sentiment qu'un gouvernement peut s'instituer leur défenseur habituel et les dispenser ainsi de toute action directe ;

Concernant, en particulier, les lois actuellement en discussion sur la conciliation et l'arbitrage obligatoires ainsi que sur la « neutralisation » des usines, regrette que la C. G. T. semble accepter des dispositions qui aboutiraient en fait à priver le prolétariat de son droit le plus imprescriptible et de son arme la plus efficace : la grève revendicatrice ;

Signale enfin le danger permanent que constituerait l'arbitrage obligatoire passant des mains d'un gouvernement à celles du Patronat aux mains d'un gouvernement de réaction ;

Pour ces raisons, le Congrès demande que la C. G. T. revienne à une politique d'indépendance et d'action directe, seule capable de libérer la classe ouvrière.

MOTION CONCERNANT LES EVENEMENTS D'ESPAGNE ET LA GUERRE

Le Congrès approuve la résolution sur les événements d'Espagne votée par le C. C. N. du 7 décembre et publiée dans Le Peuple du 9 décembre ;

Mais considérant que la défense de la révolution espagnole ne se sépare pas de la défense de la paix, et qu'il faut à tout prix que la guerre civile d'Espagne ne se transforme en guerre impérialiste ;

Désapprouve toute politique qui tendrait à utiliser les événements d'Espagne aux fins d'intérêts impérialistes quelconques ;

Se refuse à s'associer aux déclarations de Séraud au C. C. N. (Peuple du 8 décembre) dénigrant « la grande offensive des pays fascistes contre les Etats démocratiques en vue de détruire la liberté », formulation doublement fautive en ce qu'elle ne distingue pas les peuples des gouvernements qu'ils subissent, et, qu'elle donne l'apparence d'une croisade idéologique aux conflits des appétits impérialistes, sources de toute guerre, que le néfaste traité de Versailles a exacerbés ;

Demande à la C. G. T. d'organiser le soutien effectif et direct des travailleurs espagnols luttant contre le fascisme et précise que cette action doit être menée en toute indépendance, sans réclamer du gouvernement une intervention qui pourrait être dangereuse pour la paix ;

S'élève contre les excitations chauvines auxquelles se livrent certains partis à la faveur des événements d'Espagne et dont l'effet est de rendre acceptable l'idée d'une guerre qui, en dépit des apparences, serait une guerre impérialiste, renouvelée de celle de 1914 ;

Rappelle aux prolétaires que « l'ennemi est chez eux », qu'à aucun prix et sous aucun prétexte ils ne doivent se laisser enrôler sous les drapeaux sanglants du capitalisme et que seule, par un renforcement de la lutte de classe dans tous les pays, « l'Union des travailleurs fera la paix du monde » ;

Demande enfin à la C. G. T. de s'opposer de toutes ses forces au courant guerrier qui me-

nace encore de noyer le monde et de refaire siennes les positions traditionnelles du syndicalisme ;

— Contre toute guerre impérialiste ;
— Contre toute union sacrée préventive ;
— Pour la Grève générale répondant à la mobilisation et prélude de l'insurrection libératrice.

Chez les bouchers étaliers

LE MEETING DU 23 DECEMBRE

Une bonne assistance si l'on tient compte qu'il fut préparé en quelques heures et que l'« Humanité » et le « Populaire » n'avaient pas inséré le communiqué annonçant le meeting. Près de 2.000 ouvriers s'y rendirent.

Cela démontre que les ouvriers comprennent sérieusement que leurs quelques avantages acquis sont en danger, et que sans plus tarder la réaction ouvrière doit s'organiser.

Dire que le lendemain du meeting, la grève fut possible, non, mais pour le jour de l'An, oui. Aucun prétexte ne doit s'opposer à la grève ; c'est une nécessité qui s'impose si nous ne voulons pas revoir les longues journées de travail et les bas salaires des années antérieures.

Les orateurs, à l'exception de deux camarades (M... et V...) qui firent un exposé combatif et dont le Bureau, pour ces raisons, ne laissa à l'un d'eux que quelques minutes pour s'expliquer. Les autres orateurs semblaient vouloir éviter de parler de grève, même pour le jour de l'An.

Quant au délégué de l'Union des Syndicats, il prétend que le patronat tente une manœuvre pour nous faire mettre en grève, et que nous devons la déjouer, pour ne pas s'attirer l'antipathie des consommateurs.

Si tels étaient les buts des patrons, comment se fait-il qu'ils ne veulent reprendre les pourparlers qu'après les fêtes, et dénoncer la convention collective pour le 21 janvier ?

Ces faits ne sont-ils pas suffisants pour démontrer que justement ils veulent éviter la grève pour les fêtes, puisqu'ils ne dénoncent leurs engagements qu'après celles-ci.

Après ces jours fériés nous serons à la période la plus creuse de l'année et le patronat aurait beau jeu si nous nous laissons prendre et attendons ce moment pour engager la lutte.

Ce que le délégué de l'Union des Syndicats a oublié de nous dire, c'est que le gouvernement du front populaire fait le maximum auprès des dirigeants de la C.G.T. pour qu'ils prennent l'action des ouvriers. Qu'importe si les ouvriers sont exploités pourvu que le gouvernement ne soit pas renversé et puisse gérer les affaires de la bourgeoisie.

Les ouvriers eux, doivent attendre, toujours attendre, peut-être devront-ils attendre que les capitalistes veuillent bien se décider à faire du socialisme !

Le seigneur de Vincennes, l'hyppocrite Serre, a bien raison de dire que nous avons obtenu notre contrat collectif dans une période révolutionnaire.

Cette période là nous allons la reprendre pour garder nos avantages acquis et pour en conquérir d'autres. Elle seule nous conduira à la victoire.